5me Année, N° 81 - 1er Juin 1929 Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste

CEDIAS BIBLIOTHÈQUE MUSÉE SOCIAL

SOMMAIRE :

La conquête de la liberté par le prolétariat russe

Une lettre de Russie et notre réponse

UN RÉFUGIÉ POLITIQUE EMPRISONNÉ EN RUSSIE

LA PETITE HISTOIRE. — Ratmir-Recouly. — Weygand... le Chef. — Du communisme à la perception de Saint-Quentin.

UNE BROCHURE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE ALLEMANDE

LE 1ER MAI SANGLANT DE BERLIN

par Georges AIRELLE (d'après P. Frœhlich)

A TRAVERS LES LIVRES : Le Socialisme, la Religion et l'Eglise, par Otto Bauer ; Le Marxisme a-t-il fait faillite ? par E. Vandervelde ; Henri de Man et la crise doctrinale du socialisme, par André Philip. (R. Louzon.)

PARMI NOS LETTRES : L'élection de Plaisance. — Trop d'exclusivisme. — Les gardes mobiles à Concarneau. — Autonomistes et communistes en Alsace. — La bolchévisation a passé là...

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME : Le boycott du Manuel d'histoire (Roger Hagnauer). — La révolte des militants tchécoslovaques. — Les véritables questions. — Un groupe syndicaliste-communiste chez les cochers-chauffeurs.

FAITS ET DOCUMENTS : Les faits de la quinzaine. — Les Syndicats belges et la rationalisation. — Le tarif douanier américain. — La Fédération autonome des Fonctionnaires et la question des traitements.

ENTRE NOUS : Les 1.500 abonnés. — Les « Possibles ». — Notre souscription.

Administration et Rédaction : 54, rue du Château-d'Eau -:- PARIS (10e)

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste
(Paraissant le 1er et le 15)

Rédaction et Adm. : 54, r. du Château-d'Eau Paris-Xe

Téléphone : Botzaris 21-32

Pour ceux qui veulent comprendre et apprendre, la **Révolution Prolétarienne** publie sur les grands problèmes du mouvement international, sur les batailles ouvrières, sur les questions d'organisation, sur les campagnes de revendication :

ÉTUDES, ENQUÊTES MONOGRAPHIES, DOCUMENTS,

Elle publie toute une série de rubriques régulières permettant de suivre le mouvement des idées et l'évolution des faits économiques :

Le Carnet du Sauvage (P. Monatte)

Les Notes Economiques (R. Louzon)

La Renaissance du Syndicalisme (Par les militants de la Ligue Syndicaliste)

Parmi nos Lettres (De tout et de tous)

A travers les Livres (A. Rosmer, B. Giauffret, A. Richard, etc.).

Lettres de l'Internationale (De Russie, d'Angleterre, des Etats-Unis, d'Allemagne, etc., etc.)

Faits et Documents

COLLABORATEURS

G. Airelle, E. Allot, J. Aufrère, J. Baldacci, E. Berth, Marthe Bigot, M. Chambelland, J. Cévenol, F. Charbit, J. et J. Cornec, V. Delacarde, Max Emile, Finidori, H. Fulconis, A. Garnery, B. Giauffret, Max Eastman, Jean Glaive, V. Godonnèche, R. Hagnauer, G. Lacoste, F. Loriot, R. Louzon, A. Mahouy, L. Marset, J. Mesnil, P. Monatte, G. Nicolas, J. Péra, R. W. Postgate, A. Richard, A. Rosmer, R. Rouviane, C. Talès, A. Thévenon, G. Thomas, A. Villeval, etc., etc...

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois..... 20 fr. Un an..... 40 fr.

EXTERIEUR

Six mois ..... 26 fr. Un an..... 50 fr.

Adresser toute la correspondance relative à la Rédaction et à l'Administration à M. Chambelland, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre Compte de Chèques Postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99.

Permanence pour la Rédaction et l'Administration :
Tous les jours, sauf le dimanche, de 9 heures à midi et de 14 heures à 19 heures.

La Ligue Syndicaliste

SON ROLE

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C. G. T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C. G. T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible :

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C. G. T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la Ligue Syndicaliste, à son secrétaire : Maurice Chambelland, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe.

Conservez la collection de la "Révolution Prolétarienne"

Elle constitue une mine de renseignements indispensables à toute militant révolutionnaire.

Elle a sa place dans toute bibliothèque de Syndicat ou de Cercle d'études.

Il reste un certain nombre de collections des années 1925, 1926, 1927, 1928.

Les numéros d'une année : 40 francs.

Reliés « Selflior » : 48 fr. 50 (franco 59 fr. 50).

Reliez vous-mêmes "La Révolution Prolétarienne" "LE SELFLIOR"

Système perfectionné de reliure automatique est établi pour relier en un volume la collection d'une année, même en cours d'abonnement.

Prix : 9 fr.

Franco ..... 11 fr.
Etranger ..... 14 fr.

Vous qui collectionnez la « R. P. », utilisez cette reliure solide, propre et bon marché.

La conquête de la liberté par le prolétariat russe

UNE LETTRE DE RUSSIE ET NOTRE RÉPONSE

Nous avons reçu d'un camarade de Russie, dont le dévouement à la cause prolétarienne est au-dessus de tout soupçon, une très importante lettre. A diverses reprises, depuis que paraît la R. P., de telles lettres ou des documents de même intérêt nous sont parvenus. Nous en avons publié certains. D'autres n'ont été connus que de notre petit cercle, mais ils ont contribué à former notre opinion tant sur la situation des travailleurs en Russie que sur l'orientation donnée au mouvement révolutionnaire par l'Internationale Communiste. Avons-nous eu tort de garder pour nous ces informations, de ne pas les soumettre à notre public de militants? Il se peut. Beaucoup de camarades ont déraillé ou ne se sont pas ressaisis encore, en raison de leur manque d'information.

Il est plus difficile, bien souvent, de connaître son devoir que de l'accomplir. Pour l'accomplir, il faut d'abord le connaître, c'est-à-dire l'avoir découvert dans le chaos des renseignements et des jugements contradictoires, dans le brouillard du bourrage de crânes.

La lettre suivante nous reproche d'être trop trotskystes, alors que de divers côtés le reproche nous est fait de n'être pas assez trotskystes. Tiraillés des deux côtés, il est nécessaire que nous disions aux uns et aux autres quelle est notre pensée, sur quel terrain solide nous nous plaçons, et comment nous concevons l'action qui nous semble nécessaire pour assainir, redresser et fortifier le mouvement révolutionnaire.

Nous publions donc cette dernière lettre de Russie, en la faisant suivre de la réponse établie par notre Noyau.

Lettre de Russie

Chers camarades,

Je ne sais pas jusqu'à quel point vous pourrez utiliser ce que je vais écrire pour la R. P. A vous d'en juger. Quant à moi, je m'adresse à votre petit groupe qui doit savoir certaines choses.

Vous faites campagne dans le sens de l'opposition trotskyste. Or, ici, il faut distinguer. Les trotskystes ne sont pas seuls : il y a aussi à gauche les sapronovistes, qui ne font pas moins et ne sont pas moins persécutés. Mais admettons que vous vous borniez aux trotskystes. Les trotskystes sont actuellement parmi ce qu'il y a de meilleur dans le parti communiste, ils ont de l'énergie, du dévouement, de l'activité. Ils lancent inlassablement des tracts, même imprimés sur presse à bras. Enfin et surtout, ils sont persécutés, ils ont plusieurs milliers d'emprisonnés et d'exilés. Ils ont le mérite, comme j'ai dû vous l'écrire jadis, de réveiller l'esprit de critique et d'indépendance dans les villes. Tout cela, vous avez parfaitement raison d'en tenir compte, et surtout de protester contre les mesures policières, les déportations, les assassinats plus ou moins directs, etc... Mais on est bien obligé de connaître cependant le contenu de l'agitation trotskyste, le ou les programmes trotskystes. Or, ce programme est pire que la politique actuellement suivie. Vous avez lu les textes essentiels, vous devez bien vous en rendre compte.

C'est un programme de révolutionnarisme à outrance : au dehors, rupture avec tout ce qui n'est pas purement « révolutionnaire » selon la définition trotskyste, aventures « révolutionnaires » dans les deux mondes ; à l'intérieur, mise à sac des campagnes pour créer, en troisième vitesse, une industrie hors de proportion avec les moyens du pays, exagération jusqu'à l'absurde du principe du plan économique, étatisme plus monstrueux encore que celui dont nous souffrons.

Mais comme ce programme ne séduirait pas grand monde, on se livre à une démagogie éhontée : aux paysans qu'on veut pressurer et fusiller, on parle de « ligue paysanne » ; aux ouvriers, dans ces tracts qui leur sont destinés, on promet la lune (la journée de 7 heures, dont jadis on montrait justement le mensonge odieux ; les logements pour tout le monde ; la hausse des salaires ; l'égalisation réelle des salaires des femmes et des hommes ; le droit d'élire librement les comités d'usines; le placement des enfants comme apprentis...; je ne relève que quelques points du tract lancé à l'occasion du renouvellement des contrats collectifs) ; à tout le monde on fait miroiter plus de démocratie... et dans le secret des conciliabules on ne se décide même pas à réclamer le vote secret dans les diverses élections ! Les officiels eux-mêmes font moins de démagogie.

Quant au programme, ce programme de folie, fort heureusement il ne serait pas appliqué si les trotskystes revenaient au pouvoir : en conversations privées, ils ne se gênent pas pour avouer : « Peut-être bien qu'actuellement nous devrions faire une politique de droite : mais du fait que ce serait nous qui la ferions, elle ne serait pas dangereuse pour la révolution. »

La politique officielle de Staline n'est pas loin de celle des trotskystes. On voit ses résultats. Au printemps dernier, et en été, on a fait la guerre aux koulaks, c'est-à-dire à tous les paysans (le fait a été reconnu ensuite dans des discours officiels), et le blé est monté à 8 roubles le poud, et les paysans n'ont plus parlé que de tordre le cou aux communistes, de les écraser comme des moustiques, etc... Cette guerre continue, latente : un décret vient d'être signé qui enjoint de ne délivrer de produits manufacturés qu'aux paysans présentant une facture de remise de blé (je ne garantis pas la formule exacte, n'ayant pas vu le texte); les paysans sont persuadés que cette année encore, on va les perquisitionner et les dépouiller, et le poud de farine noire vaut déjà, dans certains endroits, 6, 8 et jusqu'à 14 roubles ! Et en Ukraine, pour faire les élections aux Soviets, les autorités ne vont dans les villages qu'armées de fusils. Les communistes des cantons, parmi lesquels il n'y a d'ordinaire pas de paysans, mais des fonctionnaires, tiraillés entre les ordres d'en haut et la crainte d'être mis à mal par les paysans, sont les plus malheureux des hommes, donnent leur démission.

D'autre part, l'industrialisation chère à Staline comme à Trotsky est une course folle : les dépenses faites, pour être productives, exigent d'autres dépenses et ainsi de suite, et la caisse est vide. Tout cela, sans parler des fautes de plan, créant des hiatus entre les branches complémentaires, des malversations, des machines qui se brisent aussitôt achetées... Un exemple : la fameuse station de Volkhov est aussi souvent en réparation qu'en activité ; la centrale en

construction du Dniepr n'aura d'utilité que si on construit, pour utiliser son énergie, quelques dizaines d'usines nouvelles. On fait des programmes pour cinq ans, et on oublie d'exploiter les mines de fer, si bien qu'il faut ramasser d'urgence les vieux fers pour alimenter les fours. On entreprend la construction des machines à écrire, et on est incapable de fabriquer assez de papier pour leur consommation. On parle de grande métallurgie, et on ne fait pas assez de tissus pour le marché intérieur. Toute cette industrialisation relative nous fait voir ce que donnerait la super-industrialisation des trotskystes.

Voilà pourquoi il serait fâcheux de laisser croire que la R. P. fait siennes les thèses trotskystes. Qu'elle défende les opprimés, fort bien, mais qu'elle ne soutienne pas les sectes!

Il me semble aussi que Louzon fait fausse route quand il parle du danger koulak, quand il s'indigne d'un décret en faveur des particuliers constructeurs d'immeubles... Il y a peut-être eu des koulaks, mais depuis 1917-1920 il n'y en a plus, car c'étaient des aubergistes, des revendeurs de produits fabriqués par les artisans, des boutiquiers, etc..., toutes occupations qui sont rendues à peu près impossibles. Parmi les paysans cultivateurs, il n'y a pas de divisions de classes : d'après des statistiques d'auteurs très orthodoxes, si on divise les familles paysannes en cinq catégories de fortune, la plus haute possède pour 940 à 1.680 roubles (selon les régions) de moyens de production (bétail de toute espèce, volailles, machines et instruments agricoles, réserves de produits non alimentaires et bâtiments d'exploitation), et la plus basse catégorie, de 220 à 310 roubles ! Chiffres et proportions analogues si on évalue le revenu annuel. La politique actuellement pratiquée, l'impôt frappant tout, menu et gros bétail, volaille, ruchers, tuent la production.

Actuellement, au point où en sont les choses, le choix est entre un système de mort, décoré de phrases révolutionnaires, mais qui n'est que bureaucratie et absolutisme, exploitation de tous les travailleurs au profit d'une coterie privilégiée étatiste, et ne conduit nullement au socialisme, mais seulement à la ruine — et laisser plus de liberté aux producteurs, ce qui ne conduit certes pas au socialisme non plus, mais rendra au pays la vie. Il est fort regrettable que pour remédier à la crise des logements on doive encourager les constructeurs privés, je préférerais de beaucoup que ce soient des syndicats ou des coopératives qui les construisent, mais actuellement il n'y a, vous le savez, ni syndicats, ni coopératives. Je ne saurais donc me chagriner qu'on lâche la bride, et si peu, à l'initiative privée. Et c'est partout ainsi.

Je n'ai malheureusement pas le temps d'insister ni de continuer. Je vous livre ces idées trop rapidement. Je pense qu'elles doivent être prises au sérieux, car la R. P. n'est pas l'organe d'une tendance d'intellectuels acharnés à faire triompher telle ou telle théorie en dépit des réalités, elle doit apprécier tous les faits d'après l'intérêt des travailleurs. Or le régime russe actuel est un des plus mauvais qu'ils puissent subir. Il ne faut pas se laisser tromper par les enseignes qui ont jadis correspondu à une réalité ou tout au moins à une tendance, et qui ne sont plus que mensonge.

Bien cordialement à vous.

Notre réponse

Nous déclarons tout d'abord à notre camarade que nous ne sommes pas trotskystes, mais que nous ne sommes pas davantage anti-trotskystes.

Nous ne bornons pas notre protestation aux persécutions dont est victime l'opposition trotskyste; nous l'étendons à celles dont souffrent l'opposition sapronoviste, l'opposition ouvrière et tous les ouvriers révolutionnaires russes. Pour nous ces persécutions forment un tout.

Nous savons ce qui nous sépare, dans l'ensemble et dans le détail, de Trotsky et de ses disciples. Ni nous ni Trotsky ne l'avons jamais caché. Dès octobre 1922, nous affirmâmes notre syndicalisme dans un manifeste signé de la plupart d'entre nous et qui amena, par la suite, une réponse de Trotsky lui-même ; en 1926, après la grève générale anglaise, nous n'avons pas caché notre désaccord sur la question de la rupture du Comité anglo-russe, réclamée alors à grands cris par l'opposition, et que Trotsky, encore actuellement (voir sa lettre-programme du 31 mars dernier dans *Contre le Courant*), considère comme l'un des trois points essentiels de la plate-forme sur laquelle doivent se grouper ses partisans.

Cependant, nous soutenons, et soutiendrons de toutes nos forces Trotsky, ou plus généralement l'opposition russe, aussi bien la sapronoviste et l'ouvrière que la trotskyste. Pourquoi? Parce que la chose essentielle, fondamentale, indispensable pour que la Révolution russe n'aboutisse pas à l'échec, la chose à quoi tout doit être subordonné, c'est la conquête de la liberté par le prolétariat russe. La révolution est perdue si le prolétariat d'U.R.S.S. ne parvient point à se débarrasser de la double camisole de force qui lui a été passée par l'appareil du Parti et par la bureaucratie de l'Etat.

Or, l'opposition trotskyste qui s'est constituée en 1923 a repris la revendication de la « démocratie ouvrière » formulée dès 1921 par l'opposition ouvrière. Sa revendication de base a été à cette époque, nous ne dirons peut-être pas *la* liberté, mais, tout au moins, *plus* de liberté pour le prolétariat. C'est pour cette raison, et pour cette raison surtout, que dès 1923 nous avons soutenu l'opposition. Tant que l'opposition actuelle ne reniera pas, en paroles ou en actes, la cause de la démocratie ouvrière, nous continuerons à la soutenir de toutes nos forces; le jour où elle l'abandonnerait, nous la combattrions aussi résolument que nous combattons aujourd'hui le stalinisme.

Notre correspondant est certes mieux placé que nous pour connaître les arrière-pensées des membres de l'opposition; il laisse entendre que les revendications démocratiques des trotskystes ne sont qu'une façade destinée à capter la confiance des ouvriers, qu'elles ne correspondent nullement à leurs sentiments réels. Cependant nous devons faire remarquer que rien depuis la publication du « Cours Nouveau » par Trotsky, n'est venu contredire ce qu'il affirmait alors; au contraire bien des actes sont venus confirmer ces paroles. Nous ne pensons pas que l'expérience du parti russe et de l'I. C. ait pu demeurer leçon vaine. C'est un pas notable fait par l'opposition trotskyste lorsqu'elle demande le vote secret dans le parti, puis dans les syndicats, et lorsqu'elle envisage de poser la question du vote secret dans les Soviets en troisième lieu, après qu'on aura accumulé de l'expérience. Au surplus, il y a des promesses qui lient, il y a des déclarations qui ont pu n'être faites que dans un but de démagogie et dont néanmoins on devient le prisonnier. Une chose est certaine : la démocratie ouvrière correspond aux besoins profonds

de la classe ouvrière; dès lors, quoi que pensent de la démocratie ouvrière, au fond de leur cœur, les chefs de l'opposition, l'opposition ne pourra accroître son influence qu'en donnant de plus en plus de place dans sa propagande à la question de la démocratie ouvrière, et si elle parvient à triompher, elle ne pourra se maintenir qu'en réalisant cette démocratie.

Cela nous suffit! Que le prolétariat russe conquierre sa liberté, et le reste s'ensuivra. Libre, il pourra donner cours à ses facultés de création, et alors, tous les beaux programmes d'organisation économique éclos dans les cerveaux des grands chefs, dans ceux des trotskystes comme dans ceux des autres, disparaîtront d'eux-mêmes s'ils ne sont pas viables. La vie les emportera, du moment que le prolétariat aura recommencé à vivre. Malgré tous les projets de super-industrialisation ou de super-étatisation de Trotsky, libre, la classe ouvrière saura d'elle-même rétablir la mesure; elle saura notamment réintroduire dans les rouages de l'organisation économique la dose de liberté, le degré de jeu indispensable à la bonne marche de la production en régime socialiste comme en tout autre régime, et cela tout en maintenant l'organisation d'ensemble indispensable pour que, à la faveur de cette liberté, ne puissent se créer de nouveaux privilèges.

***

Telle est notre réponse sur le premier point soulevé par la lettre de notre correspondant; elle nous semble de nature à le satisfaire. Mais sa lettre comprend une seconde partie, et sur celle-ci, nous ne sommes pas du tout d'accord avec lui.

Il s'agit des « aventures révolutionnaires » prêtées au trotskysme. Ici il faut distinguer entre la pensée des grands systématiques capables évidemment de faire violence aux hommes et aux réalités pour accomplir la grande aventure, et la pensée qui mène à ces sortes d'aventures révolutionnaires que sont les putschs. Nous connaissons un certain nombre de telles aventures, depuis le premier putsch allemand jusqu'à celui de Canton, en passant par ceux d'Esthonie et de Bulgarie, sans oublier l'avance de l'armée rouge en Pologne en 1920. Elles ne peuvent être mises au compte de Trotsky puisqu'il en fut adversaire.

Il s'agit aussi de la politique de Staline à l'égard des paysans qui serait semblable à celle de Trotsky. Une politique quelconque appliquée par ceux qui en sont les adversaires ne sera jamais appliquée exactement selon son esprit et selon ses méthodes. Elle ne peut être jugée d'après sa caricature, après son sabotage. Elle exige d'ailleurs d'être jugée à sa place dans un ensemble de mesures; l'industrialisation n'est pas une tâche indifférente aux paysans puisqu'elle pourrait seule les fournir d'outils ou de matériaux dont ils ont besoin.

Il s'agit enfin de l'importance du danger que représente toute nouvelle facilité accordée au développement du capitalisme en U.R.S.S.

Et d'abord, y a-t-il des koulaks? Il y a un peu moins de quatre ans, notre même correspondant, dans une lettre qui ne fut pas alors publiée, nous écrivait : « Le bien-être des ouvriers augmente sans doute avec le bien-être général, mais moins vite que celui des classes dirigeantes. Et ces classes, ce sont les paysans riches (14 % de la population rurale = 33 % du blé produit et 61 % du blé vendu), ce sont... » La situation a-t-elle depuis lors changé? Ces paysans riches qui représentaient près des deux tiers du blé vendu, alors qu'ils n'étaient que le septième de la population rurale, ces paysans qui existaient encore en 1925, — en 1925 et non sous le tsar — ont-ils maintenant disparu? Nous ne voyons pas ce qui peut autoriser à le penser. Depuis lors, il y a eu les décrets facilitant l'affermage des terres et l'emploi du travail salarié dans l'agriculture qui n'ont pu que faciliter les progrès de l'accumulation capitaliste campagnarde, beaucoup plus que n'ont pu la restreindre les mesures de réquisition à la fois brutales et temporaires de l'année dernière, qui, d'après des témoignages à peu près unanimes, ont frappé également tous les paysans, aussi bien les pauvres que les riches. Alors?

Que la richesse du koulak soit toute relative, nous le voulons bien, mais il importe peu que le koulak soit peu riche ou très riche; ce qui importe c'est qu'il soit capitaliste, c'est-à-dire qu'il emploie des travailleurs salariés, qu'il exploite des prolétaires. Or, il est difficilement compréhensible qu'un si petit nombre de paysans (14 %) puissent représenter une si forte proportion de la production, s'ils n'ont pas à leur disposition de la main-d'œuvre salariée. Dès lors, le koulak est l'ennemi. Car, il nous faut insister sur ce point que les habitudes de démagogie petite-bourgeoise font perdre trop souvent de vue : un patron, qu'il soit petit ou gros, représente, pour le travailleur, la même exploitation, — le salarié du petit patron étant aussi exploité que celui du gros, quand ce n'est plus. D'autre part, au point de vue social, au point de vue de la barrière qu'il oppose aux possibilités d'émancipation de la classe ouvrière, le petit patron est beaucoup plus dangereux que le gros, car il représente une masse. Un capitalisme réduit au gros capitalisme est sans racines; le premier coup de vent peut l'emporter; pour pouvoir résister aux assauts de la classe ouvrière, il lui faut pouvoir s'appuyer sur un grand nombre de petits et moyens capitalistes, qui, ayant le même mode d'appropriation que lui-même, tirant leurs revenus de la même exploitation de la même classe, sont solidaires de lui, et font bloc avec lui. C'est d'ailleurs ce qu'a parfaitement compris le grand capitalisme de nos pays qui, avec un sens de classe admirable, fait tous ses efforts, malgré que ce ne soit peut-être pas dans son intérêt économique immédiat, pour conserver des « classes moyennes », nombreuses et relativement prospères.

Aussi, sans sous-estimer, loin de là, le danger que présente l'établissement du grand capitalisme en U.R.S.S., sous forme de concessions ou autrement, nous estimons que l'établissement d'un petit capitalisme largement répandu, comme celui des koulaks de la campagne, est un danger encore plus grand, si grand que la Révolution ne saurait s'en sauver, si, comme le désire l'opposition de droite, ainsi que notre correspondant, l'établissement de ce petit et moyen capitalisme prenait encore de l'extension.

Nous comprenons certes, très bien, le sentiment de notre camarade. Devant le régime d'oppression, de tyrannie et de terreur qui pèse actuellement sur l'ouvrier russe, soi-disant « dictateur », notre camarade est prêt à accepter un développement de la bourgeoisie, parce qu'il espère que ce développement de la bourgeoisie amènera, au moins, avec lui, un peu de liberté pour la classe ouvrière. Cela, à vrai dire, n'est pas sûr; dans certains cas la bourgeoisie capitaliste sait assez bien s'accommoder de la tyrannie; exemple : l'Italie. Il y a donc fort à craindre que le développement de la bourgeoisie capitaliste en U.R.S.S. ne signifierait point la libération de la bureaucratie, mais simplement la bureaucratie plus le capitalisme. En tout cas, ce serait là une solution de désespoir.

Pour sortir du « système de mort » actuel, il est une autre voie que celle de la liberté bourgeoise, c'est

celle de la liberté ouvrière, de la conquête directe de sa liberté par le prolétariat. C'est par cette voie seule que peuvent être servis en définitive les intérêts de la classe ouvrière; malgré les terribles obstacles qui s'y dressent, rien ne doit nous en détourner.

⁂

Nous ne pouvons répondre à tous les points de la lettre de notre correspondant. Nous nous bornons aux plus importants. Il est des questions où nous sommes tenus à une réserve bien naturelle. Comment se prononcer lorsque manquent les éléments d'appréciation? Des affirmations ne nous suffisent pas et nous en avons qui se contredisent violemment. En outre, il est telles questions où les ouvriers russes, où les révolutionnaires russes ont seuls le droit de parler net, car c'est eux qui feront les frais de l'effort et de la lutte.

Nous nous trouvons dans une situation différente lorsqu'il s'agit de problèmes dont nous avons une connaissance directe. Nous avons vu de nos yeux les méfaits de la bolchevisation et de la conception russe du parti et des syndicats.

LE NOYAU DE LA « RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE. »

Un réfugié politique emprisonné en Russie

Un certain nombre de révolutionnaires traqués dans leur pays ont trouvé asile en Russie au cours de ces dix dernières années. C'était le cas, notamment, de militants américains comme Haywood et Andreytchine, d'anarchistes italiens comme Ghezzi. Le vieux Bill Haywood est mort. Notre ami Andreytchine, lui, un militant des I. W. W. gagné aux conceptions communistes, ne pouvait moins faire que de se ranger dans l'Opposition. Il fut au nombre des premiers déportés au début de l'année dernière. Nous avons appris alors qu'il avait été déporté chez les Kirghiz. Depuis, plus rien.

Voici maintenant que parvient la nouvelle de l'arrestation à Moscou, le 12 mai, d'une dizaine de révolutionnaires, parmi lesquels Francesco Ghezzi. Arrestation en vertu de la justice administrative, comme toutes les autres, sans qu'on fournisse de raison et sans qu'on procède à un jugement.

Ghezzi est l'anarchiste italien qui fut impliqué dans l'affaire de l'explosion de la Diana, cette protestation contre les mauvais traitements infligés par le fascisme naissant à Errico Malatesta. Ghezzi avait fui l'Italie. Fin 1921, après un court séjour en Russie, il était arrêté à Berlin et Mussolini réclamait son extradition. Tous les milieux révolutionnaires s'élevèrent contre cette extradition. La *Rote Fahne*, l'organe communiste de Berlin, prit la défense de Ghezzi. L'Internationale Communiste appela à l'aide le prolétariat mondial. Le ministre social-démocrate Severine fut contraint de relâcher Ghezzi. Mais il ne lui rendit la liberté qu'à la condition de quitter l'Allemagne et de rentrer immédiatement en Russie.

Ghezzi y vivait depuis lors. Il aurait pu, sans doute, trouver quelque emploi dans l'appareil d'Etat; il avait préféré vivre la vie des ouvriers russes et gagner son pain en travaillant en usine.

Quel crime a-t-il bien pu commettre? Vraisemblablement aucun. C'est-à-dire aucun autre que celui de penser librement, d'être un témoin silencieux et impuissant du cours thermidorien de la Révolution russe.

L'arrestation de Ghezzi pose non seulement à nouveau le problème de la justice administrative; elle oblige à se demander si la Russie de Staline n'a plus d'autre asile que la prison à offrir aux révolutionnaires « étrangers » traqués dans leur pays d'origine. — P. M.

LA PETITE HISTOIRE

RATMIR-RECOULY

Le maréchal Foch choisissait bien ses confidents. Le journaliste qui vient de publier son « Mémorial » n'est rien d'autre qu'un ancien stipendié de l'Okhrana, la police secrète du tsarisme.

Reportez-vous aux pages 39 et 40 des *Coulisses d'une Sûreté générale*, de Victor-Serge, et vous lirez l'histoire suivante :

« Dans toutes les capitales importantes un chef de police russe résidait en permanence. Pendant la guerre, M. Krassilnikoff, officiellement conseiller d'ambassade, occupait ce poste délicat à Paris. ...Lorsque le dernier ambassadeur du dernier tsar dut transmettre la légation à un successeur désigné par le gouvernement provisoire, une commission composée de personnalités en vue de la colonie émigrée de Paris se chargea d'étudier les papiers de M. Krassilnikoff. Elle identifia sans trop de peine les agents secrets. Elle eut, entre autres surprises, celle de constater qu'un membre de la presse française, journaliste d'un patriotisme bon ton, émargeait à la rue de Grenelle en qualité de mouchard et d'espion. Il s'agit de M. Raymond Recouly, alors rédacteur au Figaro, *où il tenait la rubrique de politique étrangère. Dans sa collaboration occulte avec M. Krassilnikoff, M. Raymond Recouly, subissant le règlement imposé aux indicateurs, avait troqué son nom contre le sobriquet peu littéraire de* Ratmir. *A métier de chien, nom approprié. Ratmir informait l'Okhrana sur ses collègues de la presse française. Il faisait au* Figaro *et ailleurs, la politique de l'Okhrana. Il touchait 500 francs par mois. Ces faits sont notoires. On les trouvera tout au long, imprimés je crois, dès 1918, à Paris, dans un volumineux rapport de M. Agafonov, membre de la Commission d'enquête des Emigrés parisiens sur la provocation russe en France. »*

Ces faits rendus publics n'ont pas empêché Ratmir de devenir le directeur de la *Revue de France* et d'être choisi par le maréchal Foch pour écrire son « Mémorial ».

⁂

WEYGAND... LE CHEF

Foch canonisé, les milieux réactionnaires élèvent sur le pavois un général de coup de force. Admirez comment ils ont trouvé moyen (*Candide*, du 28 mars) de le faire désigner par Foch lui-même :

Le général Weygand, qui était le fils spirituel et le grand ami de Foch n'était pas à Paris le jour où le maréchal est mort. La veille de son départ, il vint lui faire ses adieux, sans se douter qu'hélas ! ces adieux étaient définitifs.

« Mon petit Weygand, fit doucement le maréchal, vous êtes un mauvais officier d'état-major, vous êtes un très mauvais chef d'état-major, vous êtes un mauvais commandant d'armée, vous êtes un exécrable chef d'armée.

— Mais... monsieur le maréchal, protesta en souriant le général Weygand... alors, je...?

— Non, mon ami, fit le maréchal avec tout ce qui lui restait d'énergie. Vous êtes le Chef! »

Ce furent ses dernières paroles au général Weygand.

⁂

DU COMMUNISME A LA PERCEPTION DE SAINT-QUENTIN

Le *Journal officiel* du 24 mars a publié l'arrêté suivant :

Par arrêté du Ministre des Finances en date du 19 mars 1929, ont été nommés percepteurs :

Hors classe, à compter du 19 mars 1929

M. Baroux (Clotaire-Hildevert), à la perception de Saint-Quentin, 1re division (Aisne), en remplacement de M. Osdoit, admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite (application de l'article 45 du décret du 25 août 1928).

UNE BROCHURE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE ALLEMANDE

Le Premier Mai sanglant de Berlin

Que s'est-il passé à Berlin, le 1er mai 1929? Nous avons lu, dans les journaux, quelques détails sur cette journée fameuse. Ces détails ne nous ont point permis de nous faire une opinion précise. Une question, surtout, nous préoccupait : le massacre a-t-il eu pour cause unique la provocation policière, ou bien la politique maladroite du parti communiste allemand y fut-elle pour quelque chose?

Une brochure vient d'être publiée par l'Opposition communiste allemande (groupe Brandler). L'auteur en est Paul Frœhlich, membre du Reichstag, le titre: *Le Premier Mai sanglant de Berlin* (1). Cette brochure nous donne une étude d'ensemble sur l'événement. Elle répond à la question que nous posions : Oui, le P. C. allemand a sa lourde part de responsabilité dans les faits tragiques, comme la social-démocratie a la sienne.

Frœhlich ne fait pas que raconter le massacre, en examiner les causes, critiquer l'attitude des partis. Il présente, en face de la tactique suivie par les staliniens, celle que préconisait l'Opposition communiste. A l'occasion d'un fait particulier de la politique allemande, il expose des vues utiles sur ce que devrait être la politique communiste internationale. En ce moment, où le dégoût nous assiège, où certains se retirent, découragés, du mouvement, tandis que d'autres, désemparés, ballottent entre des contradictions qui semblent sans issue, la brochure *Le Premier Mai sanglant* nous paraît susceptible d'aider les uns et les autres à y voir plus clair. Nous allons essayer de la résumer.

L'interdiction de Zoergiebel

Lors de sa fondation, à Paris, en 1889, la IIe Internationale lança un appel invitant le prolétariat de tous les pays à manifester le 1er mai. Cet appel fut entendu en Allemagne comme ailleurs. Opprimée tout le reste de l'année, la classe ouvrière allemande descend dans la rue le 1er mai pour clamer ses revendications.

Actuellement, elle réclame le respect de la journée de 8 heures, que la révolution lui avait donnée, que la contre-révolution lui a reprise. Le capitalisme allemand est plus prospère que jamais. Une réserve de chômeurs existe en Allemagne, plus grande en cette période de prospérité que celle existant jadis en temps de crise. Jamais cette réserve ne sera absorbée. Des milliers de prolétaires sont donc voués à la misère. Pour les enfants des années de guerre et d'inflation, la vie ne sera jamais qu'une mort lente. Quant à ceux qui travaillent, la rationalisation en fait des rouages de machine. Elle porte au suprême degré l'exploitation et multiplie les accidents, qui sont passés de 614.903 en 1926, à 852.484 en 1927, soit 40 % d'augmentation. Une loi pour la « protection du travail » est en chantier. La « protection du travail » ne signifie pas celle du travailleur, mais celle de l'exploitation. Défendre les 8 heures, c'est défendre la classe ouvrière.

Une autre revendication du 1er mai, c'est la paix et le socialisme. Les conférences pacifistes ne sont que de la poudre jetée aux yeux des travailleurs. Les armements augmentent sans cesse. La guerre chimique se prépare. Les oppositions entre puissances s'aggravent. Le cercle autour de la Russie se resserre. L'Allemagne rentre dans la danse, comme en témoignent la construction du croiseur cuirassé et le mémoire secret de Groener. Les capitalistes allemands veulent leur part des dépouilles, si l'ours russe est abattu. Les prolétaires allemands seront, comme au XVIIIe siècle, vendus comme mercenaires aux étrangers. Et si quelqu'un ose poser des questions, on sort les grands mots : l'honneur national, les sphères d'influence, etc. Le prolétariat allemand est contre la guerre. Pour lui ravir le peu de liberté qu'il possède encore pour se défendre, les capitalistes veulent instaurer le fascisme. Il n'échappera au fascisme que s'il est capable de s'emparer du pouvoir.

En 1910, le préfet de police von Jaegow prétendit empêcher les ouvriers berlinois de manifester dans les rues le 1er mai. Il menaça d'employer les armes pour disperser ceux qui troubleraient la circulation et prévint même les curieux d'avoir à prendre garde. Par centaines de mille, les ouvriers passèrent outre à sa défense. Von Jaegow n'osa pas mettre sa menace à exécution.

Ce que le préfet des hobereaux n'avait pas osé il y a dix-neuf ans, le préfet de la République, le social-démocrate Zoergiebel, l'a fait cette année. Tout en s'affirmant respectueux du droit de manifestation, tout en proclamant qu'il serait « le dernier » à le dénier au prolétariat, il a jugé bon d'interdire toute démonstration dans les rues le 1er mai 1929. Et, comme des ouvriers ont voulu manifester quand même, il les a fait assommer et fusiller par ses sous-ordres.

Dans tout le reste de l'Allemagne, le 1er mai s'est passé sans incidents graves. Les manifestations ont eu lieu sans que les autorités s'y opposent. Même à Hambourg et dans le Schleswig-Holstein, où les manifestations étaient interdites d'une façon générale, la défense fut levée pour ce jour-là. Même en Bavière, où la réaction est la maîtresse, des cortèges ouvriers ont pu se dérouler pacifiquement dans les rues de Munich et de Nuremberg.

Avant d'être socialiste, Zoergiebel est préfet de police. Il a voulu, par son interdiction, défendre « l'autorité de l'Etat » que menaçaient les communistes. Ceux-ci ayant décidé de manifester quand même, d'avance il a rejeté sur Moscou toute la responsabilité du sang qui pourrait être versé. Ni la social-démocratie, ni les dirigeants des syndicats n'ont jugé bon d'intervenir pour que fût rapportée la mesure qui privait la classe ouvrière berlinoise d'un droit jusque-là reconnu. Ils se sont inclinés. Ils ont accepté. Une protestation de leur part eût fait reculer Zoergiebel. Une décision entraînant la participation des masses à la manifestation aurait rendu vaines les mesures envisagées par le préfet de police, l'eût obligé à céder, comme von Jaegow avait cédé en 1910. Il n'a trouvé en face de lui que les ouvriers obéissant aux mots d'ordres du parti communiste, une faible minorité. Il a pu aisément les vaincre. Mais social-démocrates et dirigeants syndicaux ont été ses complices.

(1) 15 pfennigs à Julius Verlag, S. W. 48, Wilhelmstrasse, Berlin.

27 morts, 75 blessés grièvement 200 blessés légèrement

Dans l'après-midi du 1er mai, des groupes de manifestants se rassemblèrent en divers points. Certains comptaient une centaine d'ouvriers, d'autres quelques centaines, peu nombreux étaient ceux en comptant plus d'un millier. Les schupos les chargèrent à coups de matraques, criant ironiquement : « La rue libre au 1er mai! » D'après les journaux, un homme aurait été tué de cette façon. Aux endroits où les manifestants étaient les plus nombreux, l'Alexanderplatz, la Bulowplatz, le Hackeschenmarkt et la Rosenthaler Tor, les schupos firent usage d'armes à feu. tirèrent sur la foule où figuraient beaucoup de simples passants. Il y eut plusieurs morts et de nombreux blessés.

Révoltés par la brutalité policière, des groupes de manifestants, à Wedding et à Neukoelln, recoururent à leur tour aux armes, tentèrent de dresser quelques barricades et entreprirent un combat inégal.

Le *Vorwaerts* et la presse social-démocrate ont calomnié ces jeunes gens, qui prouvèrent que la classe ouvrière allemande n'avait point perdu toute combativité, tout esprit de sacrifice. Mais la presse bourgeoise, malgré ses sympathies pour l'ordre, n'a pu cacher que l'offensive avait été prise par la police. Le *Berliner Tageblatt* montre les schupos, dans la Koeslinerstrasse, se retirant d'abord pour attirer la foule, puis chargeant, cognant, arrêtant, finalement ouvrant le feu, sous prétexte que leurs victimes adoptaient « une attitude menaçante ». Une centaine de coups de feu furent tirés par eux avant toute réponse des ouvriers terrorisés.

Le compte rendu de la *Frankfurter Zeitung*, ceux de la *Berliner Volkszeitung*, du *8 Urh Abendblatt* s'exprimèrent de même. La bataille eut donc lieu entre policiers munis de mitrailleuses, pourvus d'autos blindées, et quelques centaines d'hommes utilisant de mauvais revolvers. La police n'eut aucune victime. Sa liste de « pertes » comprend 47 hommes, dont 4 ont éprouvé une commotion cérébrale et un seul a été blessé d'un coup de feu.

Le « Service de la presse social-démocrate » a prétendu que les manifestants de la Koeslinerstrasse avaient tiré du haut des toits sur les schupos dans la rue. Les journaux bourgeois ont dû reconnaître la fausseté de cette légende. L'examen des lieux prouve, du reste, qu'une telle manœuvre n'était pas possible.

Il ne s'agissait nullement de sauver l'ordre, que nul danger ne menaçait, mais de se poser en sauveur. Au petit état de siège, déjà décrété, on ajouta le grand, pour les quartiers où se poursuivait la lutte. Défense de circuler dans les rues entre 9 heures du soir et 4 heures du matin. Défense de stationner, même dans les corridors. Pas de fenêtre ouverte. Pas de lumière. Dispersion de tout groupe comprenant au moins trois personnes. Arrestation de tout individu ne pouvant justifier sa présence dans la « zone du combat », pour des raisons jugées sérieuses.

Le *Vorwaerts*, défenseur de la police social-démocrate, a laissé passer dans ses colonnes des informations qui confirment les accusations portées contre celle-ci. Il conte que la première victime des schupos fut une femme de 61 ans, Elisabeth Scheibe, qui regardait de son balcon dans la rue. au n° 40 de la Hermannstrasse. La seconde et la troisième furent deux femmes encore, une veuve de 50 ans, Marie Roepner, et Erna Koeppen, âgée de 25 ans. Elles aussi s'étaient aventurées sur leur balcon sans tenir compte de l'ordre donné. La quatrième victime fut Alfred Dohn, un représentant, tué alors qu'il vaquait à ses affaires. La cinquième, un vieillard de 70 ans, Otto Scherwat. Voilà les terribles criminels que frappèrent en premier lieu les défenseurs de l'ordre, et le *Vorwaerts*, organe du parti socialiste, n'a pas un mot pour flétrir leurs assassins.

27 morts, 75 blessés grièvement, 200 blessés légèrement, tel fut le bilan de la journée. Ajoutez à cela 2.000 arrestations dont 400 donneront lieu à une action judiciaire. Ajoutez l'interdiction de la « Ligue des Combattants du Front Rouge », celle de la presse communiste. Et peut-être n'est-ce qu'un début?

Pourquoi tout cela? Quel est le but?

La Coalition a besoin de cadavres

Les résultats de l'interdiction des manifestations le 1er mai ont été voulus. La saignée opérée sur la classe ouvrière a été préméditée. Ce n'est pas la première fois que pareil événement se produit dans l'histoire de la République allemande.

En décembre 1918 et janvier 1919, la contre-révolution, le complot Ebert-Groener, s'attaquant aux marins et révoquant Eichhorn, provoqua la classe ouvrière berlinoise, dans le but de la battre et de l'affaiblir. Elle réussit parfaitement dans ses desseins.

En mars 1919, nouvelle provocation de Noske-Ebert, aboutissant à la mort de 1.500 ouvriers, au désarmement des dernières troupes populaires.

Et la République des conseils établie à Munich, malgré l'opinion des communistes, par les social-démocrates, puis trahie par ceux-ci, écrasée avec leur complicité!

Et les jours de mars 1921, au cours desquels Severing et Hoersing inondèrent de troupes le district de Mansfeld et provoquèrent — (l'un d'eux l'a avoué depuis) — la révolte ouvrière, afin d'en finir avec les révolutionnaires!

Tous ces événements se ressemblent entre eux et ressemblent à la journée du 1er mai 1929. Tous comportent les mêmes éléments : l'utilisation des renégats du socialisme comme provocateurs, l'exploitation des erreurs politiques que peut commettre une partie de la classe ouvrière. Tous concourent au même but : la défaite de cette classe, sa scission, son affaiblissement, laissant au capitalisme le champ libre pour la poursuite de ses intérêts.

Mais comment expliquer le rôle de la social-démocratie dans la coalition contre-révolutionnaire?

La social-démocratie se débat parmi les contradictions. Les ouvriers social-démocrates sont pacifistes, les députés social-démocrates ont dû se prononcer contre le croiseur-cuirassé. Mais c'est un ministre social-démocrate qui fait construire ce croiseur. Même situation en ce qui concerne les finances. Au moment des élections, la social-démocratie critiquait vivement le budget bourgeois. Un an plus tard, son représentant Hilferding dépose un projet de budget auquel s'appliquent toutes les critiques émises. Même chose encore quand il s'agit des 8 heures et de la protection du travail, quand il s'agit de la peine de mort, de l'école laïque ou confessionnelle, des rapports de l'Eglise et de l'Etat.

En Allemagne et ailleurs, le rôle de la social-démocratie est de maintenir les ouvriers entre l'espoir et la désillusion. Si la réaction était l'œuvre des réactionnaires, si l'interdiction du 1er mai avait été lancée par un représentant de la bourgeoisie, toute la classe ouvrière aurait compris d'où venait l'attaque et ce qu'elle signifiait. Tout entière elle se serait dressée pour la résistance. En employant des Zoergiebel, la bourgeoisie rend la situation trouble et s'assure le succès.

De la guerre, de la défaite et de l'inflation, le capitalisme allemand est sorti renforcé. La contre-révolution a écrasé la classe ouvrière à son profit. La

collaboration des social-démocrates au gouvernement sert ses intérêts. La chute du mark lui a permis de réduire les salaires au minimum. Les prêts obtenus de l'étranger lui ont permis de rationaliser.

Cependant, malgré sa puissance, il éprouve de nouvelles difficultés. Le marché mondial se restreint. Les pays neufs, jadis débouchés, sont devenus des concurrents. Le chômage sévit.

Pour combattre la concurrence, il est nécessaire de réduire les frais de production. Pour cela, il faut abaisser encore les salaires, augmenter l'exploitation. Et, pour obtenir ces derniers résultats, il faut affaiblir la classe ouvrière en l'attaquant sur tous les terrains, sur celui des impôts comme sur celui des 8 heures.

La crise du parlementarisme, dont on parle beaucoup, et à laquelle les social-démocrates eux-mêmes (voir discours de Hermann Müller) commencent à s'intéresser, est le prétexte invoqué par le capitalisme pour réclamer le renforcement des pouvoirs de l'Etat, ce qui permettra de mieux assujettir la classe ouvrière.

Des événements tels que ceux du 1er Mai servent cette politique du capitalisme allemand. Il en tire encore quelques profits supplémentaires dans les conférences internationales. Il peut obtenir de meilleures conditions de ses créanciers, en les effrayant par le tableau d'une Allemagne où la Révolution gronde toujours.

Les social-démocrates, au moment où la coalition traverse une crise, ont tenu à prouver aux bourgeois qu'ils n'étaient pas des énergumènes, qu'ils étaient, au contraire, les plus fermes soutiens du régime. En même temps, ils ont voulu faire voir aux ouvriers qu'en dehors de la collaboration des classes, ils n'avaient rien à espérer, que les communistes ne pouvaient les mener qu'au massacre et à l'anéantissement.

C'est qu'en effet, les ouvriers allemands se détachent de plus en plus de la politique social-démocrate. Plus nombreux sont, chaque jour, ceux auxquels les résultats de la politique collaborationiste ouvrent les yeux. La radicalisation des masses est en progrès en Allemagne. Les dernières élections aux Conseils d'entreprises l'ont nettement prouvé.

Pourtant, il ne faut pas s'exagérer l'importance de cette radicalisation. Les ouvriers sont mécontents des résultats apportés par les social-démocrates. Ils remplacent ceux-ci à la tête des Conseils par des communistes. Cela n'implique pas qu'ils approuvent le programme et la politique du parti communiste, encore moins qu'ils sont disposés à suivre ses mots d'ordre. Comme on le verra plus loin, les événements du 1er Mai permettent justement de mettre au point la valeur des élections aux conseils d'entreprises.

Social-démocrates et dirigeants des syndicats se sont faits, cette fois encore, les complices de la bourgeoisie. S'ils croient, par cette méthode, éloigner l'avènement du fascisme, ils se trompent lourdement. Loin de l'éloigner, ils le préparent, comme le *Klassen-Kampf*, journal socialiste de gauche, le leur dit dans son numéro du 1er mars dernier.

L'unique moyen d'échapper au fascisme, c'est la fin de la politique de coalition et de collaboration, c'est l'union de toute la classe ouvrière pour la lutte, avec un parti réellement communiste pour épine dorsale.

Contre le putschisme et les aventures

La défaite des ouvriers de Berlin atteint le prolétariat allemand tout entier, et son parti révolutionnaire, le Parti Communiste. L'Opposition avait mis en garde les communistes contre une tactique absurde. Elle avait proposé, assez tôt pour qu'on pût la mettre en pratique, une tactique qui eût entraîné l'adhésion des masses. Ses propositions repoussées, elle n'en a pas moins fait son devoir. Aujourd'hui, elle peut parler.

Zoergiebel a tablé, lorsqu'il a lancé sa provocation, sur l'isolement du Parti Communiste et sur la crise intérieure que le déchire et l'affaiblit. Il a calculé juste.

Le Parti Communiste, au contraire, s'est exagéré sa puissance. La lecture de la *Rote Fahne* montre jusqu'à quel point. Les élections aux conseils d'entreprises ont fait croire aux dirigeants du parti qu'ils avaient les masses avec eux, surtout les ouvriers des grandes usines, que la social-démocratie était réduite à la défensive, qu'une application loyale de la démocratie donnerait aux communistes la direction de tous les syndicats berlinois. La manifestation du 1er Mai devait être le couronnement de la campagne contre les bureaucrates réformistes, devait marquer le passage définitif de la classe ouvrière berlinoise à la cause de la révolution.

Les communistes auraient pourtant pu se demander comment leur succès aux élections des conseils pouvait s'accorder avec le déclin de l'influence du P. C., la baisse du tirage de ses journaux, la diminution du nombre de ses membres. Ils auraient compris que, comme il a été dit plus haut, le vote des ouvriers avait été plutôt un vote contre le réformisme qu'un vote pour le communisme et qu'il fallait se garder de tout emballement.

Mais non! Les organes du Parti lançaient des appels enflammés, comme si le jour du combat suprême était arrivé, comme s'il se fût agi, non d'une démonstration, mais d'une bataille pour la prise du pouvoir. Et quiconque osait présenter une objection était accusé d'opportunisme, soupçonné de trahison. La manifestation perdait son caractère, cessait d'être une manifestation de toute la classe ouvrière pour devenir celle d'un parti. On comptait entraîner les masses, mais on ne faisait rien pour les mobiliser. Les articles et les discours devaient suffire sans doute. Quelque chose fut bien tenté dans certaines entreprises pour organiser la manifestation. Mais ce furent de simples militants qui prirent alors l'initiative. D'en haut, ne vinrent que des phrases.

L'Opposition voyait plus clair. Dès le 16 avril, elle adressait à la direction (communiste) du district de Berlin-Brandebourg une lettre exposant ses vues sur la préparation du 1er Mai. Le Parti, selon elle, avait tort de vouloir faire de la manifestation sa chose. Elle devait rester l'affaire des syndicats. Les ouvriers communistes, au lieu d'agir à part, devaient intervenir dans les réunions d'usines, dans les assemblées syndicales, pour demander que le chômage du 1er Mai fût général, étendu même aux transports. Ils devaient proposer à ces Assemblées le vote de protestations contre l'acte de Zoergiebel, demander que des délégations fussent envoyées pour ces protestations au bureau de la centrale des syndicats allemands, à celui du Parti Social-démocrate, en même temps qu'à la préfecture de police et au gouvernement.

Une protestation émanant des communistes seuls, les gouvernants s'en moqueraient, les dirigeants syndicaux et social-démocrates y répondraient par les tirades habituelles contre Moscou. Une protestation exprimée par les masses ouvrières berlinoises aurait autrement de poids, ferait réfléchir les uns et les autres, les amènerait, peut-être, à modifier leur attitude. Et s'ils ne la modifiaient pas, si les uns s'entêtaient à interdire et les autres à envisager l'interdiction d'un œil indifférent ou favorable, la clarté se serait faite. Le rôle véritable des bureaucrates réformistes serait apparu à tous les yeux. D'autre part,

syndicats et syndiqués, engagés déjà dans l'action protestataire, eussent été plus faciles à gagner à l'idée d'une manifestation « quand même ». Les communistes auraient pu, dans les réunions syndicales convoquées pour le 1er Mai, obtenir la parole pour préconiser cette manifestation. Ils se seraient gardés d'en faire une question de tendance, ils se seraient adressés aux ouvriers social-démocrates aussi bien qu'aux autres. Au lieu de quelques milliers de manifestants, on aurait pu en réunir suffisamment pour rendre impossible la manœuvre de la coalition.

Le parti communiste fit exactement le contraire de tout cela. Il voulait une manifestation purement communiste, tout le triomphe lui profitât exclusivement. Les ouvriers d'une grande entreprise, la Société générale des Moteurs, appliquant la tactique préconisée par l'opposition, avaient envoyé une délégation protestataire à la centrale des syndicats : la *Rote Fahne*, déclara qu'ils avaient « expédié leur réclamation à une mauvaise adresse », et mit en garde les autres usines contre de semblables démarches, qui ne pouvaient être utiles qu'au réformisme! Le parti invita les ouvriers à boycotter les réunions organisées le 1er mai par les syndicats et qualifia de social-fascistes ceux qui voulaient y prendre part! Loin de chercher à lier les communistes aux masses, il fit tout ce qu'il put pour les en écarter.

En même temps que l'interdiction de la rue aux ouvriers par Zoergiebel, avait été publiée une menace de Grzesinski contre l'existence même du parti et des autres organisations révolutionnaires. Que fit le parti pour y répondre? Rien! Il accepta bénévolement qu'on le mît hors la loi si le 1er mai tournait mal et s'empressa d'adresser à ses cellules des instructions pour l'établissement d'une organisation illégale. Ces instructions, bien entendu, tombèrent entre les mains de la police, qui sut les utiliser. Une situation illégale, il semble que les chefs du parti communiste la désirent, non seulement par espoir romantique, mais parce qu'elle constituerait pour eux un refuge contre toute critique et toute opposition. Grandiloquence, illusion, inaction, incapacité, capitulation, voilà en quoi se résume l'attitude du parti communiste en face des événements du 1er mai.

Le parti communiste a joué la partie sans atout. Les résultats ont été tels qu'on pouvait les prévoir. Aux réunions syndicales, boycottées par le parti, affluèrent les masses, même celles des grandes usines, sur lesquelles il comptait tant. Le caractère factice des élections aux conseils d'entreprises se révéla. Il n'y eut pas de manifestation générale dans les rues de la ville, mais seulement des manifestations partielles dans les quartiers ouvriers. Elles ne réunirent guère que les effectifs du parti et des organisations qui s'y rattachent. Aucun des cortèges n'atteignit le but fixé. Les chefs du parti, pendant que la police cognait sur les manifestants, recevaient les rapports dans leurs bureaux. Ils parlent aujourd'hui de la lâcheté de ceux qu'ils laissèrent sans organisation ni direction.

Les travailleurs de Wedding et de Neukoelln, luttant à coups de pierres et de revolvers contre la police bien armée, ne reçurent qu'un seul mot d'ordre : « tenir bon »! Des chefs véritables auraient cherché, soit à élargir le combat, à envoyer de l'aide, soit, si c'était impossible, à le faire cesser, à assurer la retraite des combattants. Ils auraient déconseillé ouvertement l'emploi des armes, déchiré ainsi le réseau de mensonges que la police était en train d'établir.

Mais s'ils négligeaient leur rôle dans l'action, ces chefs ne négligeaient pas les communiqués. Ils lançaient au monde entier la nouvelle de « combats de tranchées », de « bataille rangée », et faisaient croire à l'étranger que Berlin tout entier était en révolte. Et comme le dit finalement le journal bourgeois *Berlin am Morgen* : « Il n'y a pas eu de bataille, il n'y a pas eu de tir du haut des toits, il n'y avait pas d'armes — il n'y a eu que des victimes ! »

Et au lendemain de la défaite, quelle fut l'attitude du parti? Le 27 avril, le « Comité du 1er mai » avait annoncé qu'au cas où Zoergiebel répandrait le sang « la grève générale politique serait proclamée ». Elle ne le fut pas. Quelques grèves particulières éclatèrent comme protestation : celle du bâtiment, celle des cigarettiers, celles de quelques petites usines. A Hambourg, deux docks où les communistes ont la majorité firent une grève partielle. Le parti essaya de convoquer un congrès des conseils d'entreprises. N'y vinrent que les délégués des grévistes, quelques délégués ne représentant guère qu'eux-mêmes, et des fonctionnaires du parti. La protestation envisagée fut ridicule : une demi-heure de chômage et cinq minutes d'arrêt des transports, le jour des funérailles des victimes. Et même cette résolution ne fut pas appliquée. Les ouvriers sont pourtant mécontents, les ouvriers se plaignent et s'indignent. Mais ils manquent de confiance dans le parti communiste.

Vaincu, le parti communiste ne s'est pas corrigé. Réunis en conférence le 5 mai, ses représentants ont procédé à l' « autocritique ». Bien entendu, cette autocritique n'a pas mis les chefs en cause. Le Comité central est infaillible. Ce sont les militants qu'on a reconnus coupables, ceux qui se sont battus. Ils n'ont pas tenu assez longtemps, ils se sont dispersés trop tôt. Quelques ouvriers seront chassés du parti comme boucs émissaires.

Analyser les causes de la défaite, reconnaître les erreurs commises? Il ne faut pas le demander. On est prêt à recommencer les mêmes fautes, dans les mêmes conditions, et même à faire pire. Heinz Neumann, l'organisateur de la débâcle de Canton, au nom du Bureau de l'I.C. pour l'Europe occidentale, lance un appel aux ouvriers européens, appel ronflant, que l'*Humanité* a publié. Il vante l'action du P.C. allemand et ses résultats, présente le 1er mai berlinois comme un pas en avant dans la voie révolutionnaire, propose que l'expérience soit reprise, le 1er août prochain, sur une plus grande échelle.

Heinz Neumann convient, toutefois, que le Parti communiste allemand s'est trompé en croyant avoir conquis la classe ouvrière de Berlin. Il admet également que le capitalisme n'est pas en si mauvaise posture qu'au cours des années 1918-1919. Mais ces vétilles ne l'arrêtent point. En trois mois, sans doute, grâce à son habile tactique d'isolement, le Parti communiste aura renversé la situation.

Le 1er mai berlinois n'a été, paraît-il, qu'un « combat d'avant-poste », précédant la grande bataille, qui se livrera le 1er août.

Que sera donc le 1er août? Un putsch?

Un revirement est nécessaire. La situation internationale est pleine de dangers, le capital a partout l'offensive, la classe ouvrière est divisée et égarée, le fascisme progresse, favorisé par la politique de coalition des social-démocrates, favorisé aussi par la politique scissionniste du parti communiste, qui méprise l'expérience, gaspille des forces chèrement constituées, décourage les militants par l'étouffement de toute critique et par la corruption.

Il faut faire l'unité de la classe ouvrière contre la politique de collaboration qui conduit au fascisme. C'est la tâche à laquelle travaillent les communistes de l'opposition.

GEORGES AIRELLE
(*D'après Paul Frœhlich.*)

A travers les Livres

Otto Bauer : LE SOCIALISME, LA RELIGION ET L'EGLISE (L'Eglantine, édit.).
Vandervelde : LE MARXISME A-T-IL FAIT FAILLITE ? (L'Eglantine, édit.).
André Philip : HENRI DE MAN ET LA CRISE DOCTRINALE DU SOCIALISME (Gamber, édit.).

On sait ce qu'est devenue l'Autriche : une très grande ville, Vienne, avec des montagnes autour. D'où deux catégories d'Autrichiens, très distinctes : d'une part, les habitants de la grande ville, citadins et ouvriers : libres-penseurs, social-démocrates ; d'autre part, les habitants de la montagne, bûcherons et cultivateurs : croyants et social-chrétiens. Le problème qui se pose pour les social-démocrates, maîtres de Vienne, est de conquérir les paysans montagnards qui les entourent, donc de conquérir des catholiques.

Telle est la préoccupation (1) qui a fait écrire à Otto Bauer, chef de la social-démocratie autrichienne et principal représentant de la « gauche », dans la IIe Internationale, le livre dont le Parti ouvrier belge nous donne la traduction française, sous le titre « Le Socialisme, la Religion et l'Eglise ».

Bien que ses éditeurs belges n'aient point manqué d'indiquer sur la couverture que l'auteur était « ancien ministre », Otto Bauer vaut tout de même mieux que cela. Il est l'un des très rares membres de la IIe Internationale chez qui toute trace de socialisme n'ait point disparu. Son livre respire un profond sentiment de classe et témoigne d'une saine compréhension de la signification historique de la religion; quelques pages sont parmi les meilleures qui aient été écrites à ce sujet. Ce n'est pas qu'on n'y trouve point des sophismes. Bauer, par exemple, dit aux travailleurs catholiques : « Vous pouvez venir à la social-démocratie tout en restant croyants, car la social-démocratie est neutre en matière de religion ; il y a bien à l'intérieur du Parti, une organisation de libre-pensée, tout comme il y a une Société anti-alcoolique ou une Société d'Amis des Arts, mais rien ne vous oblige à y adhérer, vous n'en serez pas moins des social-démocrates égaux en tout aux social-démocrates libres-penseurs. » Hum! si les catholiques social-démocrates voulaient fonder au sein du Parti une société de propagande religieuse, comme les libres-penseurs ont fondé la leur de libre-pensée, le tolériez-vous? Et si vous ne le tolérez pas, où est l'égalité? Question délicate que Bauer s'est bien gardé de soulever pour n'avoir pas à y répondre.

Quoi qu'il en soit, en ce qui concerne la thèse fondamentale de Bauer, on ne peut qu'être d'accord avec lui : les questions de croyances religieuses ne doivent point détruire l'unité du prolétariat. (Si cagots que puissent être certains prolétaires, ils n'en restent pas moins prolétaires, donc les frères des autres prolétaires. Il y aura toujours un fossé, que rien ne peut et ne doit combler, entre l'ouvrier et son patron, si libres-penseurs qu'ils puissent être tous deux.) Il ne doit point y avoir de fossé entre deux prolétaires, quoi qu'ils puissent penser sur Dieu. Contrairement à ce que prêchent certains anarchistes français, devenus les propagandistes officiels de la libre-pensée, à : « Prolétaires de tous pays, unissez-vous », nous ne substituerons jamais : « Libres-penseurs de toutes classes, unissez-vous! »

(1) Le succès semble d'ailleurs couronner les efforts de Bauer, puisque, aux dernières élections municipales du Tyrol, les social-démocrates ont gagné un grand nombre de sièges, emportant même la majorité dans plusieurs communes.

Nous venons de dire que le livre de Bauer a été traduit et édité par le Parti ouvrier belge. Ce ne saurait être par hasard. Comme le parti autrichien, le parti belge a à conquérir un prolétariat, le prolétariat flamand, qui est, en grande partie, catholique. Il se trouve donc en face du même problème que la social-démocratie autrichienne, d'où son intérêt pour le livre de Bauer.

Et c'est évidemment la même raison qui lui a fait réunir en volume quelques articles de Vandervelde sur de Man et contre Boukharine, sous le titre : « Le Marxisme a-t-il fait faillite? »

Rien ne peut être imaginé de plus lamentable.

En fait de verbiage, Vandervelde a toujours été un maître; il a trouvé encore le moyen de se surpasser. Pas la moindre idée, la moindre analyse, la moindre tentative de saisir à bras-le-corps la réalité pour lui arracher son secret : une vraie conversation de salon. « Certes, il doit y avoir en ceci une part de vérité, mais il doit y avoir aussi une part d'erreur. » N'exagérons pas, ni dans un sens, ni dans l'autre ». Et avec cela un tas d'énormités (2). C'est vraiment très distingué! Ça doit être comme cela qu'on parle chez la reine! Mais si l'homme n'avait jamais cherché la vérité que sur ce mode là, nous en serions encore à l'époque des cavernes.

Aussi ne parlerions-nous même pas de cette pitoyable pauvreté, si la tendance générale n'était à retenir. De de Man, ce socialiste belge qui s'est taillé un joli succès chez les snobs du socialisme de tous pays en fabriquant un socialisme basé sur la religiosité, Vandervelde parle avec la plus grande sympathie; pour Boukharine, au contraire, Vandervelde n'a que mépris, non point parce que Boukharine est bolchevik, ce qui pourrait se comprendre de la part d'un social-démocrate, mais simplement parce que Boukharine est un « anti-religieux ». D'ailleurs cela, bien entendu, sans le moindre argument; simplement des épithètes, et des épithètes combien ressassées : « étroitement matérialiste », « agressivement athée », « mangeur de prêtres », « M. Homais », etc.

Matérialisme, athéisme, tout cela est, en effet, très mal porté maintenant dans la bourgeoisie; voilà qui est suffisant pour que Vandervelde les condamne. Car Vandervelde a toujours été le type de l'agent de la pénétration bourgeoise chez le prolétariat. Quand la bourgeoisie était libre-penseuse, cette sorte d'agents poussaient tant et plus à la propagande libre-penseuse, c'étaient eux qui reprochaient le plus ardemment aux marxistes de déclarer que la religion était affaire privée; ils étaient toujours prêts à faire passer la lutte anticléricale avant la lutte de classes. Mais maintenant que la bourgeoisie, comme les « gourgandines » qui sentent approcher leur fin, s'est remise à faire ses Pâques, Vandervelde et ses pareils suivent le mouvement ; fi, du grossier matérialisme! envolons-nous sur les ailes de l'idéal! détachons-nous des « choses de la terre » pour nous perdre en contemplation sur les « mystères du monde »!

On sait tout le bien que nous pensons, à la *Révolution Prolétarienne*, de l'œuvre d'André Philip sur le capitalisme américain. Philip s'est trouvé en Amérique dans la même situation à peu près qu'un savant dans son laboratoire : en face d'un fait particulier, précis et concret, il l'a saisi parfaitement, et remarquablement disséqué. Mais, comme pas mal de savants qui savent fort bien manier l'analyse scientifique dans leur partie, tout en étant en dehors de celle-ci

(2) A titre d'exemple, une de ces énormités (page 35) : « L'opinion de Marx sur la concentration « *capitaliste* » contient « une part d'erreur » parce que la propriété « *féodale* » (c'est Vandervelde lui-même qui emploie les deux mots : capitaliste et féodale) se morcelle!

prêts à enfourcher toutes les chimères et à accepter tous les bourrages de crânes des premiers bateleurs venus, Philip est croyant. Rien d'étonnant donc, à ce qu'il ait accueilli avec enthousiasme l'Evangile selon de Man, et, qu'en conséquence, il ait écrit, sous le titre « de Man et la Crise doctrinale du Socialisme », un résumé du livre de celui-ci. Exposé clair, exact, sincère, mais aussi pauvre que ce qu'il résume.

Ainsi donc, voici trois livres, parus à très peu d'intervalle et dans une même langue, et qui plus est, dans la langue de Voltaire et de Diderot, qui sont tous trois écrits par des membres de partis socialistes, et qui, tous trois, sous des angles peu différents, traitent du même problème : socialisme et religion. Il y a encore vingt ans, cela eût été inconcevable.

Cela me semble le résultat d'un double fait : d'une part, le besoin ressenti par les partis socialistes, au fur et à mesure qu'ils pénètrent dans des couches de plus en plus étendues de la classe ouvrière, d'attirer à eux tous les ouvriers, même les croyants, — d'autre part, l'actuelle évolution de la bourgeoisie allant de la libre-pensée à la religion, l'influence de la classe dominante se faisant toujours partiellement sentir sur la classe dominée.

Or, certes, tout prolétaire, même le plus croyant, est notre frère. Rien, la religion moins que toute autre chose, ne doit rompre la ligne de bataille des prolétaires, mais sera seul un véritable combattant, seul combattra réellement à fond, le prolétaire matérialiste. Le matérialisme n'est pas bourgeois ou prolétarien : il est révolutionnaire; la philosophie matérialiste n'est pas la caractéristique d'une classe, mais de toute classe à un moment donné de son existence : au moment où cette classe est révolutionnaire. Le matérialisme a été bourgeois à l'époque où la bourgeoisie était révolutionnaire, il est prolétarien, maintenant que le prolétariat, et le prolétariat seul, est révolutionnaire.

Etre matérialiste, c'est ne croire qu'au témoignage des sens, interprété par la raison; être matérialiste, c'est rejeter tout ce que nous ne voyons pas, ou qui ne nous fournit point une explication rationnelle de ce que nous voyons. Or, les classes dominantes ne peuvent asseoir leur domination des opprimés que sur l'illusion et le mystère. Pour se soustraire à l'oppression de la classe dominante, la classe dominée doit donc d'abord rejeter l'illusion et expliquer le mystère; il lui faut n'accepter que l'expérience et manier la raison. Raison et Révolution, deux termes synonymes, comme notre vieux Pottier l'avait bien vu, lorsqu'il chantait :

..... l'Insurgé,
Son vrai nom c'est l'Homme
. . . . . .
Qui n'obéit plus qu'à la Raison.

Vandervelde aura beau railler et citer à faux Henri Heine; comme ce premier grand poète du communisme, nous dirons à nos frères croyants :

O mes amis! je veux vous composer une chanson nouvelle, une chanson meilleure; nous voulons sur la terre établir le royaume des cieux.

Nous voulons être heureux ici-bas, et ne plus être des gueux ; le ventre paresseux ne doit plus dévorer ce qu'ont gagné les mains laborieuses.

Il croît ici-bas assez de pain pour tous les enfants des hommes; les roses, les myrtes, la beauté et le plaisir, et les petits pois ne manquent pas non plus.

Oui, des petits pois pour tout le monde, aussitôt que les cosses se fendent! Le ciel, nous le laissons aux anges et aux moineaux.

Oui, Vandervelde, nous laissons le ciel aux moineaux, parce que nous savons trop que ceux qui montrent le ciel, c'est pour se réserver les petits pois.

R. LOUZON.

Parmi nos Lettres

L'élection de Plaisance

Mes commentaires de l'autre quinzaine sur l'élection de Plaisance n'ont valu la lettre suivante de Charles Pivert, un camarade socialiste du 14e :

Cher camarade, je reçois à l'instant même, la R. P. — Tu commentes les élections municipales de Plaisance. Je me permets, en ma qualité de déjà vieil abonné, de te demander de rectifier ton jugement sur ces événements, comme militant de la 14e section socialiste.

*Il est faux, mon cher Monatte, que la 14e section ait voulu « se débarrasser d'un élu droitier et autoritaire ». Je tiens à rendre hommage ici à la pure conscience socialiste de Grangier, qui, loin d'être autoritaire, a toujours su rester en contact étroit avec les militants de la base; — ce qui est exact, c'est que, après le premier tour, la section était unanime pour ne pas maintenir Grangier — mais le conseil fédéral, influencé par le nombre des abstentions, crut à un succès possible de Grangier, devant le danger réactionnaire (Bardel, de l'*Ami du Peuple*), de nombreux sympathisants votèrent au second tour pour Salom, pour « barrer la route à la réaction ». Entre l'honnête homme qu'est Grangier, et l'aventurier Salom, les militants sont restés aux côtés de Grangier qui conserve la sympathie unanime de la section.*

Si Monatte est si bien informé, pourquoi passe-t-il sous silence l'affiche de la C. P. D. E. qui veut être insultante à l'égard des militants comme Kéraudy. — Bien informé, Monatte, tu aurais défendu tes amis.

J'ai confiance en toi pour que tu insères cette rectification.

Crois bien à mon indéfectible attachement à la cause de l'Unité syndicale... et de l'Unité politique.

Charles PIVERT, *instituteur syndiqué, membre de la 14e section S. F. I. O.*

Charles Pivert conteste l'explication qui m'a été donnée de plusieurs sources, et que je n'ai fait que consigner, suivant laquelle la 14e section aurait été contente de se débarrasser de son élu droitier et autoritaire. Je ne puis que noter sa déclaration. Mais je reste sceptique quant à la pure conscience socialiste de Grangier et au plaisir que les socialistes du 14e ont dû éprouver en voyant leur conseiller voter la confiance à Chiappe.

Sur un point, Pivert a raison. Nos amis auraient bien dû, eux qui connaissent Salom, le faire connaître aux ouvriers du 14e. Ceux-ci, le connaissant, auraient été plus difficiles et plus dégoûtés que les dirigeants du Parti Communiste. — P. M.

Trop d'exclusivisme

D'une lettre du vieux militant anarchiste Max Nettlau, l'auteur de tant de travaux précieux sur Bakounine, sur Malatesta, sur la Ire Internationale, sur l'histoire de l'anarchisme, nous extrayons quelques remarques fort intéressantes :

Votre revue est une des rares publications qui ont une vraie documentation : mais on dirait presque : A quoi bon tout cela? puisque tout va mal, avec ou sans documentation, avec l'instinct infaillible vers le mal *qui est propre à notre époque lumineuse. — Et entre nous-mêmes ? Cet* à côté l'un de l'autre, *comme nous vivons même aujourd'hui, doit-il toujours être remplacé par l'exclusivisme absolu : qu'il n'y a que de la place pour* un seul *dans une société meilleure éventuelle? Je dis continuellement : que non! et que tous, qui ne sont pas exclusivistes absolus, forment le pacte entre eux: « plus de dictature! » Mais je reste une seule voix dans le désert.*

Nettlau a raison de déplorer l'exclusivisme absolu qui sévit dans le mouvement révolutionnaire. Il en

voit la cause dans l'idée de dictature; de cela nous sommes moins sûrs. L'exclusivisme s'est évidemment renforcé, mais il sévit, hélas! depuis longtemps. En outre, nous ne pensons pas que la dictature du prolétariat ne laisse place nécessairement qu'à une seule tendance révolutionnaire; nous croyons, au contraire, que la dictature du prolétariat s'affaiblit elle-même et se ruine dans la mesure où elle n'est que la dictature d'un parti ou d'une bureaucratie de parti.

***

Les gardes mobiles à Concarneau

D'un de nos bons camarades de Concarneau ce tableau des exploits des gardes mobiles au cours de la grève des usines de Concarneau :

La grève a été surtout marquée par la répression. Les travailleurs de la région ont maintenant une idée de ce que sont les gardes mobiles. Charges, promenades à cheval sur les trottoirs, arrestations, prison, procès-verbaux, rien n'a manqué. Grévistes et non grévistes étaient arrêtés sans motif s'il plaisait aux policiers, et le dernier jour, une délégation sortant d'une usine a encore été chargée, et une des militantes du Comité de grève arrêtée et condamnée.

Concarneau a connu l'état de siège et la dictature de la police pendant plusieurs semaines. Bien que le travail soit repris, une partie des gardes mobiles sont encore là. On se demande pourquoi. L'arrêté, cause de tous les incidents, n'est pas encore rapporté. on parie que le maire le rapportera avant jeudi, car il ne veut faire aucune peine à ses amis les curés, qui doivent sortir en procession ce jour-là.

***

Autonomistes et communistes en Alsace

Un camarade de Colmar nous donne son avis sur la situation après les élections municipales dans cette ville:

Vous avez peut-être lu dans l'Humanité *que la direction du Parti allait prendre des sanctions sévères envers les communistes de Colmar qui ont marché avec les autonomistes aux élections municipales.*

Il y a deux sortes d'autonomistes. Ceux de Colmar et d'Altkirch sont groupés à part, ils payent leurs cotisations à part, et n'appartiennent pas à l'U. P. E. R. N. A. Leur chef est Rossé, un homme qui possède une volonté de fer. Ces autonomistes sont en grande majorité des ouvriers, et quelques artisans et petits commerçants. Ils sont chrétiens, mais se diffèrent des partisans de l'A. P. N. A. qui, eux aussi, sont chrétiens mais se placent du côté des Jeunesses patriotes et des fascistes. Les autonomistes se disent nettement contre le gouvernement, contre les crédits de guerre, contre les fonds secrets et pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat, sous la condition que la liberté entière soit laissée aux cléricaux, aussi bien qu'aux communistes, de défendre leurs idées. Ceci résulte d'une déclaration de Rossé dans une réunion publique à Colmar.

Pour le deuxième tour des élections municipales à Colmar, le sénateur Helmer proposa la représentation proportionnelle à tous les partis, à condition que Rossé ne figure pas sur la liste. Les socialistes et les démocrates réactionnaires se mirent ensemble, et sans l'union, ou plutôt la représentation proportionnelle entre les autonomistes et les communistes, les socialistes auraient de nouveau imposé leur dictature à Colmar. Ne savez-vous pas que le Parti socialiste ici, c'est tout l'appareil de la ville; tous les postes de l'usine municipale, les divers emplois à la mairie et ailleurs sont occupés par eux; tous ceux qui ne pensaient pas comme eux ont été jetés à la rue.

Pour briser cette dictature, et après la déclaration de Rossé, les communistes ont accepté la représentation proportionnelle avec les autonomistes. Comme le Parti a toujours été pour l'amnistie, comme le remplaçant de Rossé à la Chambre, le député Hauss, a voté l'amnistie pour André Marty, les communistes de Colmar ont accepté Rossé comme candidat de l'amnistie.

Le Parti communiste reproche maintenant au sous-rayon de Colmar, d'avoir pactisé avec les « noirs » et d'avoir abandonné toute la théorie du Parti; il demande la démission des neuf conseillers communistes élus à Colmar. S'il y a de nouvelles élections, les socialistes remplaceront les communistes avec l'aide de toute la réaction de Colmar. Ce que la population penserait de ça, vous pouvez vous l'imaginer, les communistes ne pourront plus jamais parler en public, et tout sera perdu ici par l'incompréhension de ceux qui ne savent pas encore qu'il y a une « question d'Alsace-Lorraine ». Béron, lui, connaissait à fond la question; on l'a débarqué et le pauvre ne peut plus rien dire.

***

La bolchévisation a passé là...

La fameuse bolchévisation a passé à... Narbonne, et l'on peut en mesurer les résultats au point de vue électoral comme au point de vue syndical :

Les « purs » perdent tous les jours du terrain à Narbonne (plus de 800 voix aux élections législatives contre Pélissier, 450 seulement contre Blum, malgré la venue de Cachin, Doriot, Beaugrand,... et 350 aux élections municipales). La tactique est admirablement comprise de la masse...

Sur le terrain syndical, les camarades écœurés se désintéressent de tout (40 auditeurs à la Bourse du Travail le 1er mai).

Et voilà la situation... Pas brillante, comme vous pouvez le voir. Et pourtant, il y a d'excellents syndicalistes et révolutionnaires à Narbonne. Seulement voilà : lorsqu'on veut absolument « mettre dans le même sac » Sarraut, haï de tous ici, et un socialiste, fût-il un chef, ils ne marchent pas... Et ils ont tout de même raison, un peu...

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

Le boycott du "Manuel d'histoire"

Bruhat aux côtés des Jeunesses Communistes

Les Jeunesses Communistes ont décidé de boycotter le « Manuel d'Histoire » de la Fédération de l'Enseignement. Nous avions cueilli ce renseignement dans une lettre de Croset publiée par *l'Humanité*. Et nous avons eu l'indiscrétion de lui donner toute l'importance qu'il méritait. Fulconis dans *l'Action Syndicaliste*, Antoine Richard dans *l'Ecole Emancipée* ont joint leurs protestations à la nôtre, et — avec nous — ont demandé aux communistes de la Fédération, pris entre leur organisation syndicale et leur organisation politique, de se déterminer nettement et rapidement.

Notre initiative a eu au moins un résultat.

Dans *l'Ecole Emancipée* du 19 mai, Jean Bruhat, qui se taisait jusqu'ici, par « *discipline syndicale* », peut enfin soulager sa conscience « *se plaçant aux côtés de la Jeunesse Communiste* ».

Jean Bruhat (ces précisions personnelles ont leur importance) est un jeune. Il a naturellement plus de cran que certains de ses aînés. Il dit publiquement « *ce qu'on répétait à voix basse* ».

Il n'est pas instituteur, il n'a pas eu, il n'aura jamais à utiliser le Manuel dans son activité professionnelle.

Il fut des nôtres, sans réserves. Il signa avec nous la fameuse déclaration Loriot qui, en 1926, précisa nettement notre opposition à la bolchevisation des syndicats. Puis il nous quitta, s'éloigna de nous au pas de course, affirmant à qui voulait l'entendre qu'un intellectuel ne pouvait trouver dans le syndicalisme révolutionnaire un terrain d'action sociale. Depuis, comme tant d'autres, il entend, par l'ardeur de son zèle, gagner l'oubli de ses incartades.

Il veut bien nous avouer qu'il a toujours fait des réserves sur « *la portée qu'on voulait donner au Manuel* ». Mais pourquoi avoir attendu l'information de Croset et nos protestations pour le dire? Le Manuel n'est pas brusquement sorti de la serviette de Richard pour passer dans le domaine public, par décision inattendue de la Fédération. Pendant de longs mois, il fut à l'ordre du jour de toutes nos assemblées syndicales. Le travail de Richard a été laborieusement examiné, épluché, transformé. Que la rédaction du Manuel soit aujourd'hui parfaite, qu'il n'y ait pas quelques rectifications, précisions à y apporter, personne ne le pense (1). Mais il ne s'agit pas de critiques de détail. C'est toute sa diffusion que Bruhat — et d'autres, sans doute — condamnaient par leurs réserves.

Pourquoi celles-ci sont-elles demeurées silencieuses? Ne pourrait-on plus parler librement dans la Fédération de l'Enseignement? Bruhat n'a rien dit. Est-ce parce qu'il comptait sur les Jeunesses Communistes pour lui fournir une opinion, ou son courage syndical avait-il besoin d'appuis extérieurs?

Sans doute approuve-t-il notre action pour l'inscription du manuel sur les listes des livres scolaires. Mais à cela doit se borner notre effort. Que les enfants ouvriers le lisent en classe, c'est bien! S'ils l'ouvrent, dans la famille, c'est mal.

Cependant, l'administration l'interdit. Nous luttons contre elle, mais la bataille sera longue. En attendant notre succès, les exemplaires du Manuel devront demeurer dans des caves. Et nous n'aurons même pas l'espoir de les sortir au lendemain d'une révolution communiste. Ils ne verront le jour que pour être brûlés ou pilonnés, sur l'ordre de Bruhat. Interdit dans les écoles par l'administration bourgeoise, interdit dans les familles ouvrières par l'administration communiste, le Manuel serait donc bien malade.

Les instituteurs syndicalistes accepteront-ils sans protestation l'injure qui leur est faite par ce jeune normalien supérieur? Est-il vrai que nous n'employons dans nos écoles que des instruments « plus ou moins dangereux », mais tous dangereux? Est-il vrai que nous restons toujours dans « *les cadres de l'enseignement de classe que nous impose le régime actuel* »? Est-il vrai que nous ne pouvons que « *ruser* » avec la vérité?

Est-il vrai enfin que nous voulons mettre entre les mains de nos élèves des livres dont nos camarades ouvriers ne pourraient supporter la lecture? Et si cela est vrai, s'il y a une telle opposition entre notre conscience révolutionnaire et nos devoirs professionnels, on comprend mal le sens des efforts pédagogiques accomplis depuis sa naissance par le syndicalisme universitaire.

Pour Bruhat notre manuel sur « *le plan pédagogique* » est « *une revendication immédiate* » qu'il faut distinguer « *du but final* ». Distinction d'intellectuel ou manœuvre stratégique? Les Jeunesses Communistes n'ont pas seulement distingué la tendance actuelle de notre action et sa fin dernière. Elles les ont opposées. Et Bruhat, par toute sa démonstration, veut justifier cette opposition.

Jusqu'ici nous pensions qu'une revendication immédiate doit être un pas sur la route du but final. Et si dans la bataille pour la défense de nos intérêts matériels, l'obtention d'une réforme peut avoir des effets moraux contraires à nos espoirs révolutionnaires, sans que nous la condamnions pour cela, il n'en est pas de même « sur le plan pédagogique ». Là, nous travaillons exclusivement pour l'avenir, et il vaut mieux demeurer inactifs que d'entreprendre quelque chose rendu nocif par « *les concessions faites au régime* ».

Nous repoussons donc la distinction de Bruhat. Le Manuel est à utiliser ou à boycotter, en tous lieux, à l'école comme dans les familles. Si les reproches des Jeunesses Communistes sont fondés, aucun instituteur syndicaliste ne doit l'employer.

Quels sont ces reproches, d'après Bruhat? Richard en défendant son œuvre écrit ceci : « *Les auteurs n'ont pas voulu se hasarder à donner à des enfants un tableau du monde d'après-guerre qui demande plus de recul et de maturité* ». Nous avions raison de louer leur probité. Cette affirmation en est la plus haute preuve. Mais Bruhat est beaucoup plus pressé que nous. Il faut que « *l'enfant ouvrier connaisse, avant tout, le monde d'après-guerre qui l'exploite dans sa chair et dans celle de sa famille* ». Il suffit de lire le manuel pour constater qu'aucune des causes, qu'aucun des effets de cette exploitation n'est oublié. Bruhat blâme cependant dans le manuel, les passages consacrés à la démocratie et au colonialisme.

Sur le premier sujet, on trouve en effet une énumération complète et sincère des résultats heureux de la démocratie contemporaine. Cela gêne notre contradicteur. Il faut n'est-ce pas fabriquer une « vérité » soigneusement élaguée de tout ce qui ne flatte pas nos opinions. C'est la méthode employée par les historiens de sacristie comme par les fabricants de manuels officiels. Décidément certains intellectuels peuvent changer de chapelle, sans perdre leurs habitudes d'esprit.

Pour donner à nos camarades une idée de ce que Bruhat appelle les réserves timides du Manuel, citons cet extrait consacré à la presse : « *Malheureusement les journaux ne sont pas toujours sincères. Ils cachent ou déforment la vérité selon l'intérêt du parti qui les soutient. Les banquiers, les industriels possèdent l'argent, les usines, les sources de richesse. Ils possèdent aussi beaucoup de journaux et dirigent l'opinion publique. Ils peuvent donc aider puissamment ou gêner considérablement le gouvernement.*

Les travailleurs sont très nombreux, mais très divisés. Beaucoup d'entre eux ne comprennent pas quel est leur intérêt. Les journaux ouvriers sont rares. Beaucoup d'ouvriers ne les lisent pas. »

Sur le colonialisme, Bruhat veut bien reconnaître que le manuel en fait comprendre les causes justes. Ajoutons que l'explication en est conforme à l'analyse de tous les écrivains marxistes. Seulement voilà ! On ose dans le Manuel citer Savorgnan de Brazza et reconnaître qu'il a fait quelque bien. C'est vrai, sans doute. Mais il ne fallait pas le dire car l'enfant lisant cela, conclura en ces termes : « *...Quand je serai grand, j'agirai sur le gouvernement pour qu'il colonise de la bonne manière, à la Savorgnan de Brazza.* » Quelle solidité de déduction, chez un enfant de douze ans au plus! Bruhat,

(1) Antoine Richard a publié dans l' « Ecole Emancipée », l'année dernière, un cours qui explique et complète parfaitement le Manuel.

décidément, simplifie la pédagogie comme l'histoire. Des ciseaux et un formulaire suffiront à ce mécanicien révolutionnaire pour fabriquer des petits militants parfaitement articulés et dociles.

Car c'est là le point capital du débat. On pourrait discuter sur les faits rapportés dans le manuel; on ne s'y hasarde guère, pas plus du côté de l'administration que du côté communiste. Des historiens comme Mathiez et Sée ont eux-mêmes rendu hommage à la valeur de l'ouvrage. D'un côté comme de l'autre, c'est l'interprétation des documents qui est incriminée, ou plutôt, d'un côté comme de l'autre, c'est la nudité de la réalité rapportée qui est condamnée.

Bruhat écrit : « *Il faut interpréter les documents sur la révolution russe, et les interpréter dans un sens de classe* ».

Le vieux Lavisse considérait les cours d'histoire dans les écoles primaires comme un enseignement du patriotisme. Bruhat raisonne de même manière. Il veut que l'enfant sorte de la lecture de son manuel avec des certitudes bien établies et des haines bien précises (Je n'exagère rien. Dans « *le Jeune Camarade* », organe des enfants communistes, on injurie les chefs socialistes et confédérés).

La documentation sérieuse, la critique historique, le développement de l'esprit — ce sont là des privilèges réservés aux jeunes bourgeois élèves des Lycées ou des Facultés. Les petits prolétaires n'ont pas de temps à perdre. Il faut vite en faire des soldats dociles — des soldats de la Patrie telle que la voyait le vieux Lavisse, des boys-scouts tricolores — des soldats de la Révolution, telle que la conçoit le jeune Bruhat, des pionniers rouges.

Pour Bruhat et les jeunes communistes, même pour les dirigeants de la pédagogie russe, il importe essentiellement que l'éduction des enfants soit dominée par les nécessités de l'actualité politique, qu'ils prennent leur place dans les bataillons rangés sous la bannière du Kremlin.

Pour nous, nous ne songeons pas à nier le matérialisme historique. Nous n'entendons pas détacher l'école et l'enfant de la vie sociale, par un raisonnement abstrait ou des constructions artificielles. L'enfant prolétaire subit la lutte de classes, nous n'avons pas à le lui enseigner; il ne nous est pas possible — même si nous le voulions — de le lui dissimuler.

Mais les tâches de la génération de demain ne seront pas la répétition, le prolongement de celles de la génération actuelle. Ce qui gêne le plus l'évolution, c'est justement cet asservissement continuel de l'enfance aux besoins et aux espoirs des adultes. La formation des idées est un phénomène long et complexe, qui demande l'étude de matériaux solides par une intelligence libre. Elle est presque toujours entravée, et nous nous trouvons tous devant nos responsabilités d'aujourd'hui, armés seulement des restes d'idées d'hier. C'est ce qui explique, au sein même du mouvement ouvrier, la formation de ces majorités dociles, de ces phalanges de suiveurs, qui laissent à quelques intellectuels — élèves de Normale Supérieure, par exemple — le soin de penser pour eux.

Notre ambition d'instituteurs syndicalistes s'oppose absolument à cette tendance de politiciens qui veulent recruter des cotisants, des électeurs et des distributeurs de tracts.

Dans la mesure de nos possibilités — hélas! bien réduites — nous entendons, par les méthodes pédagogiques les plus scientifiques, éveiller la compréhension de nos élèves, leur faire suivre sans hâte, en nous arrêtant à chaque carrefour important, la route douloureuse que leurs pères ont suivie, développer parallèlement leur sens social et le sens de leurs responsabilités personnelles; les préparer à devenir des ouvriers fiers de leur classe, c'est-à-dire, au sens le plus complet du mot, des prolétaires révolutionnaires, capables de choisir et d'agir, hors de toute contrainte morale.

Pour cette besogne, le Manuel d'Histoire de la Fédération de l'Enseignement nous est un instrument précieux, dont nous apprécions la valeur de jour en jour davantage. Nous comprenons qu'il soit dédaigné par ceux qui entendent subordonner à leurs intérêts de secte, l'avenir de l'enfance ouvrière comme les besoins présents du prolétariat.

Mais nous savons bien qu'en cette bataille nous trouverons à nos côtés, la majorité des instituteurs syndicalistes — même adhérents au Parti Communiste — car nous connaissons la probité et la fierté avec lesquelles ils accomplissent leurs tâches d'éducateurs populaires.

Roger HAGNAUER.

La révolte des militants tchécoslovaques

Que s'est-il donc passé dans la C.G.T.U. tchécoslovaque?

La déclaration suivante de Hais et de ses camarades répond à cette question :

> Les syndiqués qui se sont emparés de l'I. A. V. (la C. G. T. U. tchécoslovaque) entendent séparer complètement le mouvement syndical du bureau politique du P. C. tchèque. Ils veulent donner à l'ensemble du mouvement syndical communiste, une base plus réelle, afin qu'il ne puisse plus être utilisé pour des fins inavouables par les politiciens irresponsables du P. C.
>
> La direction de l'I. A. V. constate qu'il y a aujourd'hui dans les rangs, des ouvriers communistes, des centaines de camarades à l'existence brisée, qui maudissent la direction politique du parti parce qu'ils se sont laissé entraîner à différentes grèves et démonstrations inutiles. La nouvelle direction déclare qu'il est de son devoir de dénoncer ces forfaits.
>
> Il est nécessaire que dans notre organisation la politique et la tactique correspondent aux possibilités données, qu'elles s'appuient sur des conditions matérielles et retombent des hauteurs éthérées sur le sol des faits, selon les règles mêmes de la stratégie et de la tactique enseignées par Lénine, surtout dans les périodes de réaction, car la classe ouvrière doit compter avec les possibilités, avec ses propres forces, comme avec celles de l'adversaire.

La patience des militants syndicaux tchèques a été épuisée un beau jour. Ils se sont révoltés. Ils ont revendiqué et conquis l'indépendance de leurs syndicats.

La patience des militants français s'épuisera de même.

En somme, il s'est passé en Tchécoslovaquie ce qui aurait pu se passer en France après les dernières grèves du textile et des mineurs.

LES VÉRITABLES QUESTIONS

Dès à présent, les dirigeants de la C. G. T. U. se préparent au congrès national de septembre. La V. O. du 24 mai ouvre l'opération par une grande page de discussion, où naturellement la Ligue syndicaliste prend quelque chose pour son rhume.

Herclet, qui ne doute de rien, veut bien nous apprendre que lui et ses amis « qui ont la charge de la direction du mouvement de bas en haut, n'entendent pas se voter mutuellement des félicitations ». Ça, c'est gentil. On voit qu'il n'a pas oublié complètement son passé.

C'est de bas en haut que le mouvement devrait être dirigé. Ce n'est pas une clique toujours prête à s'entre-congratuler et à foncer sur les malhereux syndiqués qui rouspètent dans les rangs, qui devrait diriger le mouvement syndical unitaire. Si Herclet parle d'une manière et agit d'une autre, disons-nous bien que ses paroles sont tout de même un hommage rendu par l'hypocrisie à la vertu.

Les assemblées générales de tous les syndicats unitaires sont conviées, dans les quatre mois qui viennent, à rechercher « quels sont les côtés positifs et les côtés négatifs de l'activité de la C. G. T. U. ».

A notre humble avis, la question est posée ainsi de manière beaucoup trop savante et trop vague. Nous nous permettrons de la poser plus simplement et plus franchement. Et pour ne pas mêler tout, nous soumettons, non pas une, mais plusieurs questions :

1° Pourquoi les effectifs de la C. G. T. U. baissent-ils de manière dangereuse et sans arrêt?

2° Comment se fait-il que la méthode du resserrement syndical, qui devait renforcer les syndicats, les a affaiblis au contraire, quelquefois même complètement vidés?

3° Pourquoi la Caisse nationale de Solidarité a-t-elle abouti à ce fiasco : 1.800 membres, dont 1.200 pour la région parisienne, encore une bonne partie ne payant plus (déclarations de Dudilieux au dernier C. C. N.)?

4° Comment se fait-il que la fameuse stratégie des grèves ait provoqué tant d'échecs retentissants (textile du Nord et du Roannais, mineurs de la Loire, du Gard, de l'Aveyron, etc.)?

5° Pourquoi la classe ouvrière est-elle impuissante à se défendre contre le patronat et contre le gouvernement?

6° Pourquoi a-t-on, depuis le congrès de Bordeaux, renoncé complètement à l'unité syndicale et fabriqué toute une nouvelle théorie pour masquer l'installation définitive dans la scission?

7° La « direction unique » ou plus exactement la direction de la C. G. T. U. par le parti communiste, n'est-elle pas responsable pour une bonne part de la baisse des effectifs de la C. G. T. U., de l'échec de tant de grèves, de l'impossibilité de réaliser le syndicalisme de masse en rendant l'atmosphère des syndicats unitaires irrespirable pour les militants et les syndiqués qui ne sont pas dans la ligne de ce parti?

Voilà les questions véritables — nous en oublions sans doute — qui devraient se poser devant les assemblées générales de tous les syndicats unitaires à la veille du 5e congrès de la C. G. T. U.

Un groupe syndicaliste-communiste chez les cochers-chauffeurs

Des militants du Syndicat des Cochers-Chauffeurs de la Seine viennent de former un « groupe d'orientation et de redressement syndicaliste-communiste ». Un tract, signé de Bidegain, Bonel, Cadeau, Galland, Leprince et Provensal, fait connnaître la position de ce groupe :

Le Groupe d'Orientation et de Redressement se propose :

1° *Dans le cadre syndical corporatif.*

De faire prédominer dans l'organisation l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser, dès maintenant, le maximum d'action contre le patronat, les pouvoirs publics et l'Etat. Dans la pleine indépendance de ses moyens et de ses décisions prises dans les assemblées syndicales.

2° *De participer à l'action et à l'œuvre d'éducation en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le monde ouvrier.*

3° *Cette action ne peut être réalisée que sur la base de la saine démocratie syndicale à tous les échelons, en assurant à tous les syndiqués la liberté d'opinion et le droit de parole absolu, quelles que soient les conceptions particulières qu'ils professent, pour influencer le mouvement syndical et le diriger.*

Dans le domaine national et international.

4° *De travailler à la réalisation de l'Unité Syndicale, à la reconstitution d'une seule C. G. T., par le front unique de classe à la base et d'une seule internationale syndicale.*

D'œuvrer à sortir les deux C. G. T. : l'une de l'ornière de la collaboration des classes et gouvernementale et de son intégration dans l'Etat capitaliste; l'autre de « l'ornière de collaboration permanente et de subordination politique » (liaison organique, direction unique) qui, actuellement, sont purement négatives; pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale, hors de laquelle l'Unité Syndicale est impossible.

5° *Le groupe se déclare être absolument et irréductiblement adversaire de l'autonomie corporative, il affirme que la place de l'organisation syndicale des Cochers-Chauffeurs est dans la C.G.T.U. et l'I.S.R.; il ne veut ignorer les groupements politiques œuvrant révolutionnairement à côté de ces organismes et leur reconnaît le droit d'influencer le mouvement syndical pour la lutte, la défense des intérêts, l'émancipation du prolétariat, sans cependant subordonner l'action des organisations syndicales des travailleurs à leurs directives. Mais il est partisan des accords circonstanciels entre les organisations politiques et économiques, sur des points précis et communs, chaque fois que la lutte contre la bourgeoisie l'exige.*

Le groupe de redressement entend maintenir vivant le précepte de la première internationale ouvrière, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

6° *Le Groupe de redressement ne groupe que des Syndiqués Cochers-Chauffeurs unitaires; il n'est pas un organisme de superfétation, mais un Groupe d'étude et de propagande qui, à l'aide de documents, d'enquêtes, de monographies, permet de suivre le mouvement des idées et l'évolution des faits économiques et sociaux intéressant le monde ouvrier. Il ne veut, en aucun cas, se superposer à l'organisation syndicale, mais l'aider dans son action journalière en défendant sa position et sa tendance syndicaliste révolutionnaire.*

FAITS & DOCUMENTS

Les Faits de la quinzaine

DIMANCHE 12 MAI. — Deuxième tour des élections municipales.

LUNDI 13. — Grève des ouvriers agricoles de la Camargue.

MARDI 14. — Fusion de la Fédération confédérée des Syndicats maritimes et de la Fédération des Travailleurs de la mer.

Danemark. — Le cabinet Stauning propose le désarmement et l'abrogation des lois antiouvrières.

MERCREDI 15. — *Indes.* — Les troupes anglaises tirent sur les grévistes du Textile de Bombay.

Etats-Unis. — Plus de cent personnes asphyxiées par suite d'une explosion à l'hôpital de Cleveland.

JEUDI 16. — Discussion du rapport moral au congrès des fonctionnaires confédérés.

VENDREDI 17. — Le dirigeable *Graf-Zeppelin* interrompt son raid vers New-York et atterrit à Cuers-Pierrefeu.

Angleterre. — Grève de 100.000 ouvriers du Textile dans le Comté d'York.

DIMANCHE 19. — Quarante arrestations à la suite d'une manifestation communiste contre la guerre à la parade aérienne de Vincennes.

— Débat sur la rationalisation au congrès des coopératives.

— Les socialistes ayant retiré leur candidat, Herriot est élu maire de Lyon.

LUNDI 20. — *Mexique.* — Le général Calles démissionne du Ministère de la Guerre.

U. R. S. S. — Rapport de Rykov au congrès des Soviets.

MARDI 21. — Grève des ouvriers du bois du Faubourg Saint-Antoine.

MERCREDI 22. — Hueber, ancien député communiste, est élu maire de Strasbourg par les autonomistes.

JEUDI 23. — Rentrée des Chambres : le gouvernement

retrouve sa majorité sur les arrestations scandaleuses du 1er mai.

Tchécoslovaquie. — Réunion à Prague du Conseil général de la F. S. I.

VENDREDI 24. — Manifestation des grévistes du bois, place de la Bastille.

— A la Chambre, interpellations sur les salaires des Cheminots.

U. R. S. S. — Exécution de deux techniciens accusés de saboter l'industrie.

SAMEDI 25. — *Allemagne.* — Lock-out du Textile silésien.

Afghanistan. — Amanoullah abandonne la lutte et quitte le pays.

Les syndicats belges et la rationalisation

La Commission Syndicale Belge vient de fixer le caractère de la délégation qu'elle enverra au IVe Congrès de l'organisation scientifique du travail, qui va se tenir à Paris du 19 au 23 juin, sous le patronage du gouvernement et des milieux patronaux et scientifiques. Il semble, d'après un article de Max Drechsel (*Mouvement Syndical Belge* du 20 mai) que les milieux syndicaux belges sont un peu moins enthousiastes de la rationalisation qu'ils ne l'étaient ces années dernières, tout en continuant cependant à répéter cette stupidité que « la rationalisation c'est la moitié du socialisme » :

La participation ouvrière au Congrès aura un caractère particulier que la dernière assemblée du Conseil Economique de la C. S. B. a mis en lumière.

Les organisations ouvrières ne sont pas intéressées d'une façon proprement dite à la gestion des entreprises, à l'exception des Cheminots qui ont réalisé des initiatives intéressantes grâce au nouveau statut du railway national; ils pourront, eux, apporter peut-être une contribution positive aux discussions. Mais pour les autres organisations, le point de vue est assez différent. *Il s'agit surtout pour elles d'envoyer au Congrès des « observateurs » qui s'efforceront de comprendre l'esprit qui anime les patrons.* Car il ne faut pas se dissimuler que ce congrès sera surtout l'œuvre de patrons disposés à mettre en commun, dans un but de profit matériel, les expériences d'organisation qui surgissent çà et là. Cette préoccupation animera les patrons bien plus que celle de l'intérêt général et il ne saurait que difficilement en être autrement dans notre régime actuel de production.

Les rapports auront donc un caractère purement technique, et, à cet égard, nos délégués ne pourront certainement mieux faire qu'en s'informant et en se documentant.

Reste un problème important qui sera soulevé — les instructions le prévoient formellement —, c'est le facteur humain. Il s'agit des répercussions du travail et de la technique industrielle sur l'organisme humain envisagé dans son sens le plus large.

Ici des facteurs, comme la confiance, la bonne volonté, l'initiative — facteurs influant largement sur le rendement —, seront étudiés et nos camarades pourront certainement placer des remarques et des observations, plus facilement qu'à propos de l'aspect purement technique des questions.

...Le premier travail pour les syndicats, avant de formuler, dans telle ou telle entreprise, des garanties en matière de rationalisation, consiste à noter consciencieusement les différentes formes que prend celle-ci dans la pratique. Il est hors de doute qu'à cet égard-là, le Congrès de Paris fournira au mouvement des renseignements très précieux.

La participation au Congrès de Paris représente donc pour nous un excellent moyen d'information. En second lieu, ces assises contribueront à fixer les opinions en matière de rationalisation.

Car, qu'on le veuille ou non, les problèmes s'élargiront au Congrès de Paris. Si même un excès de circonspection fait que les principes de l'organisation économique ne soient pas évoqués à l'occasion des problèmes techniques, chacun saura néanmoins à quoi s'en tenir.

De même que M. Jourdain faisait de la prose sans le savoir, les délégués, en se taisant mieux qu'en s'exprimant parfois, feront connaître ce qu'ils pensent de la nature, des buts et des conséquences de la rationalisation.

Car celle-ci doit fatalement être rattachée à une conception économique d'ensemble.

Pour nous, socialistes, elle constitue, selon le mot de Louis de Brouckère, la moitié du socialisme, en d'autres termes, sa condition technique.

Mais tout le monde, tant s'en faut, n'envisage pas la rationalisation de cette manière.

D'aucuns, comme M. Landauer, font de l'organisation scientifique du travail une doctrine propre, spécifiquement neuve, destinée à supplanter le socialisme autant que la vénérable doctrine libérale. Ceux-là semblent fonder sur la rationalisation, des espoirs quasi illimités : la fin de la lutte des classes, la solution équitable du problème de la répartition...

Ceci n'indique-t-il pas tout l'intérêt du Congrès de Paris? Il permettra certainement de mieux connaître les tendances véritables des protagonistes de l'organisation scientifique. A ce titre, il est digne de retenir l'attention de tous ceux que les problèmes sociaux préoccupent.

⁂

Le tarif douanier américain

La lettre suivante adressée à la *Journée Industrielle* (26 mai) par M. Duchemin, président de la Confédération patronale, et par M. Fougère, président de l'Association d'expansion économique, traduit l'inquiétude des milieux industriels devant le nouveau tarif douanier préparé par le gouvernement des Etats-Unis :

La protestation de la Fédération des marchands de grains et graines de semences contre le relèvement du tarif douanier américain, que vous avez publiée, montre l'émotion que suscitent dans tous les milieux intéressés les propositions soumises à la Chambre des représentants des Etats-Unis. Les aggravations de droits projetées sont, dans de nombreux cas, si considérables qu'elles aboutiraient à l'interdiction absolue des importations.

Pour ne citer qu'un exemple, les articles brodés et confectionnés, inscrits sous le n° 1.430, verraient les droits qui leur sont appliqués, passer de 75 à 90 %. Pourtant le droit de 75 % édicté par le Fordney Bill était déjà presque prohibitif.

L'industrie des Etats-Unis n'est cependant pas une industrie abâtardie, dont l'existence exige une protection aussi excessive.

Une telle politique économique, dont on ne peut encore définir le but, aura fatalement pour conséquence de provoquer des représailles dans les divers pays qui commercent avec les Etats-Unis.

Comment n'envisagerait-on pas comme nécessaire, en France, le relèvement des droits de douane affectant les importations des Etats-Unis et, en particulier, de ceux frappant les automobiles, les conserves de fruits et les fruits secs, les conserves de poisson — dont le commerce s'est développé rapidement dans notre pays? Comment aussi ne serait-on pas amené à supprimer les avantages chaque jour plus nombreux, que nous accordons aux Etats-Unis, par l'application unilatérale du traitement de la nation la plus favorisée ?

Aussi la multitude des amis que compte en France la grande République américaine se demande-t-elle avec inquiétude où nous allons si ce grand pays persiste dans la voie de laquelle il semble s'engager.

Est-ce par des procédés appelant fatalement des mesures de rétorsion, qu'on consolidera la paix? Nous ne le pensons pas.

⁂

La Fédération autonome des Fonctionnaires et la question des Traitements

Voici l'ordre du jour voté au meeting convoqué par la Fédération autonome des Fonctionnaires, salle des Sociétés Savantes, le 24 mai :

Les fonctionnaires de toutes tendances, réunis au nombre d'un millier, après avoir pris connaissance des

décisions du Ministre des Finances, en ce qui concerne la répartition du crédit de 500 millions;

Protestent énergiquement contre ces procédés de revalorisation, s'élèvent avec vigueur contre le maintien à 8.000 francs du traitement de base qui ne correspond qu'à l'indice économique 444, alors que l'indice officiel a atteint, pour avril, 615.

Ils signalent une fois de plus, aux pouvoirs publics, que la situation déjà déficitaire des petits personnels, des débutants et des jeunes, va s'aggraver encore, du fait de la marche ascendante du coût de la vie et de l'augmentation prochaine des loyers. Ils ne peuvent pas admettre que le gouvernement veuille majorer les traitements des directeurs de 33 % par rapport aux traitements de 1928, alors que les émoluments du bas, immobilisés au départ, ne seront majorés que de 4 % en fin de carrière.

Ils font remarquer qu'une revalorisation des traitements ne sera juste qu'autant qu'elle commencera par le bas de l'échelle hiérarchique.

Ils affirment une fois de plus leur attachement à l'œuvre de justice ébauchée par la première Commission Hébrard de Villeneuve, qui fixa à 1.800 francs-or le traitement de base que les fonctionnaires auraient dû toucher avant 1914.

Ils demandent que la revalorisation des traitements soit appuyée sur le socle des 1.800 et réalisée avec les indices économiques, ce qui porterait le traitement de base à 10.800 francs.

Font confiance aux organisations qui adoptent ce programme et se déclarent prêts à toute action qui serait envisagée pour la réalisation de cette revendication primordiale.

NOUS AVONS REÇU :

LISSAGARAY : *Histoire de la Commune de 1871*, nouvelle édition précédée d'une notice d'Amédée Dunois, 1 vol., 25 fr. (Librairie du Travail).

JULES DESTRÉE : *Introduction à la vie socialiste*, 1 vol. de la collection des Etudes politiques et sociales. (L'Eglantine, Bruxelles).

CHARLES ROY : *La Formule allemande de production rationnelle dans l'industrie. Rationalisation contre marxisme*, 25 fr. (Alcan).

KATHERINE MAYO : *L'Inde avec les Anglais*, traduit de l'anglais par Théo Varlet, 12 fr. (Les Documents bleus. Nouvelle revue française).

MAX EASTMAN : *La jeunesse de Trotsky*, traduit par Magdeleine Marx, 12 fr. (Les Documents bleus, Nouvelle revue française).

ENTRE NOUS

Les 1.500 abonnés

A deux mois de notre réinstallation, où en sommes-nous?

Reportons-nous au début d'avril. Nous nous demandions comment couvrir les frais supplémentaires qu'allaient entraîner pour nous l'installation d'une permanence et un loyer plus élevé qu'au quai Jemmapes; en nous basant sur 1.500 francs de frais supplémentaires, nous disions que 40 abonnés nouveaux par mois étaient nécessaires. Les avons-nous obtenus?

Non. Voici les rentrées d'abonnements nouveaux depuis le début de l'année :

Janvier	30
Février	17
Mars	13
Avril	25
Mai	35

C'est seulement en mai que nous avons rattrapé et dépassé le nombre des abonnements nouveaux reçus en janvier : 35 en mai contre 30 en janvier. Nous sommes loin des 40 abonnés supplémentaires par mois sur lesquels nous avions tablé.

Pourtant, 70 abonnés nouveaux chaque mois, ce n'était pour nous qu'un objectif de début. Nous envisagions d'autres efforts après cet effort, d'autres chiffres après ce chiffre.

Les concours ne nous sont pas venus comme nous étions en droit de l'espérer. Quelques-uns de nos amis commencent à se réveiller, mais la grosse majorité d'entre eux n'apportent pas encore leur part d'effort.

Quantité de publications révolutionnaires vivent sans embêter leurs lecteurs comme nous le faisons. On est habitué à ne pas se faire de bile pour elles; on sait leur existence assurée. Combien de temps encore devrons-nous répéter qu'il n'en est pas de même pour la *Révolution Prolétarienne ?* Nous avons eu l'ambition de faire vivre notre revue avec ses propres ressources et nous y sommes parvenus. Nous entendons continuer. Non seulement continuer, mais développer la revue. Nous voulons boucler notre budget avec les abonnements ordinaires et la vente au numéro; les ressources que nous tirons des abonnements de soutien et de la souscription, nous devrions pouvoir les consacrer à améliorer la revue, à augmenter le nombre de ses pages.

Ces objectifs ne sont pas inaccessibles. Nous sommes persuadés qu'ils peuvent être atteints. Mais cela suppose un effort d'ensemble de nos amis. A chacun d'en sentir la nécessité, à chacun de l'accomplir, et nous obtiendrons, en juin, 70 abonnements nouveaux. Nous marcherons vers les 1.500 abonnés.

Les « Possibles »

Nos numéros d'avril avaient été envoyés à 119 adresses d'abonnés possibles. 10 sont devenus des abonnés, 109 ont refusé. Nous n'atteignons pas le pourcentage de 10 %.

C'est une confirmation que le système des « possibles » est coûteux. Mais nous ne pouvons, ni ne devons l'abandonner. Nous devons continuer à utiliser ce système de pair avec la recherche directe et personnelle d'abonnés nouveaux.

Il ne faut donc pas négliger de nous transmettre les adresses des militants que l'on connaît comme susceptibles de s'intéresser à la revue. Chaque fois que vous apprenez qu'il existe un ou deux possibles dans votre coin, envoyez-nous leurs adresses sans tarder.

Notre souscription

Peu brillante, la souscription, cette quinzaine. Des 4.000 francs que nous demandions pour nous rembourser des frais de notre déménagement, nous avons reçu à ce jour environ 1.400 francs. Nous renouvelons la demande que nous avions faite à nos amis. Ceux qui ne nous ont pas encore envoyé leur obole devraient bien le faire sans tarder.

Renouvelez! Renouvelez!

Des camarades dont l'abonnement a pris fin en avril, une cinquantaine n'ont pas encore renouvelé. Nous sommes obligés de leur faire présenter un recouvrement postal qui les touchera ces jours-ci et auquel ils feront, nous l'espérons, bon accueil.

Ceux dont l'abonnement s'est terminé en mai — ils en ont été avisés par circulaire — nous permettront de nous constituer un petit fonds de roulement en renouvelant sans tarder.

Notre retard

Pas moyen de rattraper notre retard avec ce numéro. Nous avons voulu donner la totalité de l'article sur le Premier Mai sanglant de Berlin, et la dernière copie d'Airelle ne nous est parvenue que le matin du 31 mai, d'où notre impossibilité d'arriver chez nos abonnés avant le 3 ou 4 juin.

Les abonnements nouveaux

Paris, 5; Seine, 1; Seine-et-Oise, 1; Aisne, 1; Jura, 1; Seine-Inférieure, 7. — Total : 16.

Notre souscription

Palin (Seine), 10; Ménard (Seine), 20; A. Hamon (Côtes-du-Nord), 5; Pierre Graziani (Seine), 10; Martin (Savoie), 6; Marthe Marcouly (Seine), 10; Chaput (Seine), 10; Farsy (Pas-de-Calais), 10; Gascon (Seine), 2. — Total : 83 francs.

Le Gérant : M. CHAMBELLAND.
Impr. « LABOR », 8, Bd de Vaugirard, Paris (15e)

Les Editions de la Librairie du Travail

A lire pour l'anniversaire de la Semaine Sanglante :

LISSAGARAY

HISTOIRE DE LA COMMUNE DE 1871

Nouvelle édition, revue et préfacée par **Amédée DUNOIS**

Un volume in-16 jésus de 612 pages. . . . . **25 francs**

EN SOUSCRIPTION

POUR PARAITRE EN OCTOBRE 1929

Victor Serge

L'AN I DE LA RÉVOLUTION RUSSE

Un volume de près de six cents pages
prix actuel *quinze francs* franco.

Nous réservons ce prix spécial aux premiers souscripteurs qui, connaissant la valeur des écrits déjà publiés de l'auteur, n'hésiteront pas à souscrire, dès à présent, à cet ouvrage qui est de la classe des « Dix jours qui ébranlèrent le Monde » de John Reed.

Comprenez l'importance d'une telle publication, et les charges qu'elle représente. Aidez-nous.

Songez aussi que le prix définitif sera de 25 francs, et que le prix actuel de souscription ne sera maintenu que quelques semaines.

Souscrivez sans tarder par chèque postal N° 43-08.
Seules les souscriptions payées seront inscrites.

Nouvelle adresse : 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris-X°. — Téléphone : Combat 08-02
Chèque postal : N° 43-08, Paris

Téléphone
Combat 08-02
R. C. 285.494 B

Chèque postal
PARIS
N° 43-08

Dernières Nouveautés

LITTERATURE

Max EASTMAN. — **La jeunesse de Trotsky** (N.R.F.) ..... 12 fr.
RABELAIS. — **Pantagruel** (Roches) « Les Textes Français » ..... 18 fr.
Tiers Livre (Roches) « Les Textes Français » ..... 18 fr.
B. CONSTANT. — **Adolphe** (Roches) « Les Textes Français » ..... 15 fr.
SEVERINE. — **Line** (Crès) ..... 12 fr.
BARBUSSE. — **Voici ce qu'on a fait de la Géorgie** (Flammarion) ..... 12 fr.
MAETERLINCK. — **La grande féerie** (Fasquelle) ..... 12 fr.
C. BURNIAUX. — **Une petite vie** (Rieder) ..... 12 fr.
Max GAUTHIER. — **Les forces** (Rieder) ..... 12 fr.
Armen OHANIAN. — **Le soliste de Sa Majesté** (Grasset) ..... 12 fr.
Em. BERL. — **La mort de la pensée bourgeoise** (Grasset) ..... 12 fr.
Blaise CENDRARS. — **Le plan de l'aiguille** (Sans Pareil) ..... 12 fr.
E. M. REMARQUE. — **A l'Ouest, rien de nouveau** (Stock) ..... 12 fr.
GOGOL. — **Le portait,** suivi du **Journal d'un fou** (Schiffrin) ..... 35 fr.
CONRAD. — **Entre terre et mer** (N.R.F.) ..... 12 fr.
TAGORE. — **Le naufrage** (N.R.F.) ..... 12 fr.
J.-R. BLOCH. — **Cacaouettes et bananes** (N.R.F.) ..... 12 fr.
Comtesse de GRAMMONT. — **Les marronniers en fleurs** (Grasset) ..... 12 fr.

QUESTIONS SOCIALES

Georges LAFOND. — **L'Argentine au travail** (Roger) ..... 15 fr.
Maurice PRIVAT. — **Le scandale de la Gazette du Franc** (Souval) ..... 12 fr.
L. LEBLOIS. — **L'Affaire Dreyfus** (Quillet) ..... 45 fr.
A. FOURGEAUD. — **La rationalisation. — Etats-Unis. — Allemagne** (Payot) ..... 25 fr.
Jean LESCURE. — **La Révolution russe, le Bolchevisme (Communisme et N.E.P.)** (Gamber) ..... 25 fr.
HWAMCJEN. — **Le régime des concessions en Russie Soviétique** (Gamber) ..... 15 fr.

GEOGRAPHIE

P. VIDAL DE LA BLACHE et L. GALOIS. — **L'Asie des Moussons,** 2 vol. broché (Colin) ..... 140 fr.

VIENT DE PARAITRE :

FAITS ET DOCUMENTS. — N° 6.

Robert LOUZON

Deux Grands Courants du Capitalisme Moderne

IMPERIALISME ET NATIONALISME

PRIX 1 50

Dans la même collection :

1. Robert LOUZON. — **La déchéance du capitalisme** 0 50
2. VICTOR-SERGE. — **Lénine 1917** ..... 2 »
3. ***. — **Un souvenir par jour. Petit calendrier prolétarien** ..... 1 »
4. VICTOR-SERGE. — **Les coulisses d'une Sûreté Générale** ..... 5 »
5. Léon TROTSKY. — **Les problèmes de la Guerre civile** 1 50

VIENT DE PARAITRE :

DISCUSSION ET POLEMIQUE. — N° 4.

PRIMUS

L'IMPERIALISME ET LA DECADENCE CAPITALISTE

Prix ..... 3 »

Dans la même collection :

1. Léon TROTSKY. — **Cours Nouveau** ..... 4 »
2. Fernand LORIOT. — **Les problèmes de la Révolution prolétarienne** ..... 3 »
3. Léon TROTSKY. — **Vers le capitalisme ou vers le socialisme** 3 50